

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2018/43 DU 10 NOVEMBRE 2018

	<u>Pages</u>
Ministère du travail	1
Ministère de l’agriculture et de l’alimentation	(*)

(*) Aucun texte du ministère chargé de l’agriculture dans le *BO* n° 43.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2018/43

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Ameublement (négoce) : accord du 14 juin 2018 relatif à la médaille d'honneur du travail	4
Ameublement (négoce) : avenant du 15 mai 2018 modifiant l'article 11 de la convention collective	7
Ameublement (négoce) : avenant du 14 juin 2018 relatif à la mise en place de la CPPNI et à la commission paritaire nationale de conciliation	9
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie : accord du 15 juin 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI)	14
Bois (industries [importation]) : accord du 15 février 2018 relatif à la création de la CPPNI	19
Bois (industries [importation]) : avenant n° 1 du 23 novembre 2017 à l'accord national du 15 novembre 2016 relatif à la formation tout au long de la vie	25
Carrières et matériaux (industries [Limousin, ouvriers, ETAM]) : accord du 16 mai 2018 relatif aux salaires minimaux (Limousin)	32
Carrières et matériaux (industries [Poitou-Charentes, ouvriers, ETAM]) : accord du 25 mai 2018 relatif aux salaires minimaux (Poitou-Charentes)	36
Carrières et matériaux (industries [PACA et Corse, ouvriers, ETAM]) : accord du 3 juillet 2018 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2018 (PACA et Corse)	40
Confiserie, chocolaterie, biscuiterie (détaillants, détaillants-fabricants) : avenant n° 10 bis du 3 juillet 2018 à l'avenant n° 15 du 3 septembre 2008 relatif au remboursement complémentaire de frais de soins de santé	44
Confiserie, chocolaterie, biscuiterie (détaillants, détaillants-fabricants) : avenant n° 11 bis du 3 juillet 2018 à l'avenant n° 15 du 3 septembre 2008 relatif au remboursement complémentaire de frais de soins de santé	50
Dentaires (cabinet) : adhésion par lettre du 9 juillet 2018 de l'UNSA santé sociaux à l'ensemble des accords attachés à la convention collective	56
Hospitalisation privée : avenant du 12 juin 2018 à l'accord de branche du 8 décembre 2015 relatif au financement de la formation professionnelle	57
Pâtisserie : avenant n° 87 du 15 novembre 2017 relatif au régime de frais de soins de santé	59
Pâtisserie : avenant n° 88 du 15 novembre 2017 relatif au régime de prévoyance	67

Pharmaceutique (industrie) : accord du 15 mars 2018 relatif à la méthode de révision de la convention collective	70
Professions libérales : avenant n° 1 du 14 mai 2018 à l'accord du 25 juin 2015 relatif au développement de la formation et à la sécurisation des parcours professionnels des salariés des entreprises libérales.....	73
Propreté (entreprises) : accord du 19 septembre 2018 relatif au développement du dialogue social (annexe V)	75
Propreté (entreprises) : accord du 19 septembre 2018 relatif à la modération du recours aux contrats de travail courts et à la sécurisation du contrat de travail (annexe 5)	81
Propreté (entreprises) : accord du 19 septembre 2018 relatif aux contrats à durée déterminée et aux contrats de travail temporaire (annexe 5).....	87
Propreté (entreprises) : avenant n° 12 du 17 juillet 2018 modifiant l'article 7 (ex-annexe 7)	91
Propreté (entreprises) : avenant du 19 septembre 2018 à l'accord du 23 janvier 2002 relatif à l'indemnité de transport.....	98
Propreté (entreprises) : avenant n° 2 du 19 septembre 2018 à l'accord du 3 mars 2015 relatif à la prime annuelle	100
Retraite complémentaire (AGIRC-ARRCO) : adhésion par lettre du 14 mars 2018 de la CGT à l'accord du 17 novembre 2017 relatif au régime AGIRC-ARRCO de retraite complémentaire.....	102
Transports routiers (ouvriers) : avenant n° 110 du 12 juin 2018 relatif à la formation des personnels coursiers (annexe I)	103
Transports routiers (ouvriers) : adhésion par lettre du 11 juillet 2018 de FO UNCP à l'avenant n° 110 du 12 juin 2018 relatif à la formation des personnels coursiers (annexe I)	112
Vins, jus de fruits, spiritueux : avenant n° 2 du 5 juillet 2018 à l'accord relatif au régime complémentaire frais de santé.....	113

Brochure n° 3056

Convention collective nationale
IDCC : 1880. – NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT

ACCORD DU 14 JUIN 2018
RELATIF À LA MÉDAILLE D'HONNEUR DU TRAVAIL

NOR : ASET1851062M
IDCC : 1880

Entre :
FNAEM,
D'une part, et

CFE-CGC ;
FS CFDT ;
CGT CSD ;
FEC FO ;
FS CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La médaille d'honneur du travail instaurée par décret du 15 mai 1948 modifié est une distinction honorifique témoignant la reconnaissance de l'État pour récompenser l'ancienneté et la qualité des services effectués chez un ou plusieurs employeurs. Les partenaires sociaux de la branche du négoce de l'ameublement ont souhaité accompagner cette reconnaissance par la mise en place d'une gratification dans les conditions définies au présent accord.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises et salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de négoce de l'ameublement tel que défini par son article 1^{er}.

Article 2

Médaille d'honneur du travail

Après 10 ans d'ancienneté ininterrompue dans l'entreprise, il est attribué aux salariés des entreprises de la branche du négoce de l'ameublement une gratification au titre de la médaille d'honneur du travail.

Article 3

Montant de la gratification

- médaille d'argent : 20 ans de carrière : 100 € net ;
- médaille de vermeil : 30 ans de carrière : 150 € net ;
- médaille d'or : 35 ans de carrière : 200 € net ;
- grande médaille d'or : 40 ans de carrière : 250 € net.

Ce dispositif ne se cumule pas avec un dispositif relatif à la médaille du travail mis en place dans l'entreprise. Toutefois, les montants prévus ci-dessus ne font pas obstacle aux versements par l'entreprise de gratifications plus importantes.

Article 4

Modalités d'attribution

L'initiative des démarches nécessaires à l'obtention de leur médaille incombe aux salariés en vue des promotions du 14 juillet et du 1^{er} janvier.

Le présent accord s'applique aux premières promotions intervenues à compter du 1^{er} janvier 2019.

Afin de bénéficier de cette gratification, le salarié devra obtenir le diplôme correspondant à l'échelon de la médaille d'honneur du travail, en transmettre copie à l'employeur et être présent à l'effectif au jour de la demande de gratification. La gratification sera versée au plus tard dans les 3 mois suivant la remise de cette copie ou le cas échéant jointe au reçu pour solde de tout compte en cas de départ du salarié avant l'issue de ce délai de 3 mois.

Article 5

Modalités d'application

Lors de la mise en place du présent accord, si le salarié est éligible simultanément à plusieurs échelons de médaille du travail, seul l'échelon de médaille du travail le plus élevé auquel il pourrait prétendre et sur justification, sera pris en compte pour l'obtention de la gratification correspondante, sans cumul possible. Toute nouvelle demande sans qu'ait été respectée cette disposition ne sera pas recevable.

Ultérieurement, le salarié pourra prétendre aux gratifications prévues au présent accord s'il remplit les conditions d'ancienneté et de carrière telles que définies aux articles 2 et 3 ci-avant, pour les anniversaires de carrière survenant postérieurement à la date de mise en place du présent accord.

Article 6

Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de l'objet du présent accord, il ne comporte pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 7

Durée et entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Sous réserve du droit d'opposition prévu par l'article L. 2232-6 du code du travail, il prendra effet à compter du premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension à intervenir dans les meilleurs délais et au plus tard au 1^{er} janvier 2019.

Article 8

Révision et dénonciation

Les organisations signataires de l'accord, ou ayant adhéré à l'accord, peuvent demander à tout moment sa révision.

L'accord peut être dénoncé à tout moment par les organisations signataires avec un préavis de 3 mois dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Article 9

Publicité et formalités de dépôt

Le texte du présent accord a été notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application. Il est établi en suffisamment d'exemplaires pour qu'un original soit remis à chaque organisation signataire et que les formalités de dépôt prévues aux articles D. 2231-2 et suivants du code du travail puissent être effectuées par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 14 juin 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3056

Convention collective nationale
IDCC : 1880. – NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT

AVENANT DU 15 MAI 2018
MODIFIANT L'ARTICLE 11 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1851046M
IDCC : 1880

Entre :

FNAEM,

D'une part, et

CFE-CGC ;

FS CFDT ;

CGT CSD ;

FEC FO ;

FS CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour le présent avenant, les partenaires sociaux ont entendu revoir les modalités d'indemnisation des participants aux commissions prévues à l'article 11 de la convention collective du négoce de l'ameublement prenant en considération que la dernière réévaluation des barèmes d'indemnisation datait d'octobre 2013.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises et salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de négoce de l'ameublement tel que défini par son article 1^{er}.

Article 2

Modalités d'indemnisation

Dans l'article 11 de la convention collective, le chiffre 6,5 est remplacé par le chiffre 7 et le chiffre 26 par le chiffre 30,5.

Article 3

Modalités de participation

La dernière phrase du 1^{er} alinéa de l'article 11 est remplacée par la phrase suivante :

« Les autorisations d'absence seront accordées au maximum à un seul salarié par organisation syndicale représentative au niveau de la branche et par établissement ».

Article 4

Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de l'objet du présent avenant, il ne comporte pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Durée et entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Sous réserve du droit d'opposition prévu par l'article L. 2232-6 du code du travail, il prendra effet à compter du premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension à intervenir dans les meilleurs délais.

Article 6

Révision et dénonciation

Les organisations signataires de l'accord, ou ayant adhéré à l'accord, peuvent demander à tout moment sa révision.

L'accord peut être dénoncé à tout moment par les organisations signataires avec un préavis de 3 mois dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Article 7

Publicité et formalités de dépôt

Le texte du présent accord a été notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application. Il est établi en suffisamment d'exemplaires pour qu'un original soit remis à chaque organisation signataire et que les formalités de dépôt prévues aux articles D. 2231-2 et suivants du code du travail puissent être effectuées par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 15 mai 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3056

Convention collective nationale
IDCC : 1880. – NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT

AVENANT DU 14 JUIN 2018
RELATIF À LA MISE EN PLACE DE LA CPPNI
ET À LA COMMISSION PARITAIRE NATIONALE DE CONCILIATION

NOR : ASET1851061M
IDCC : 1880

Entre :
FNAEM,
D'une part, et
FEC FO ;
FS CFTC,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Suite à la promulgation de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels dite « loi Travail », les partenaires sociaux conviennent de mettre en place la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI).

Le présent avenant a pour finalité, dans le cadre de la convention collective nationale du négoce de l'ameublement, de mettre en place la commission permanente de négociation et d'interprétation s'agissant de la définition de ses missions et de ses modalités de fonctionnement.

Le rôle de cette commission est essentiel. La négociation collective dans la branche de l'ameublement tenant une place fondamentale dans l'édiction de normes conventionnelles particulièrement nécessaires aux petites et moyennes entreprises qui la composent majoritairement.

Les employeurs s'engagent à ne pas entraver l'exercice normal des mandats des salariés désignés par les organisations syndicales représentatives pour participer aux réunions de négociations. Par ailleurs, ils rappellent les dispositions de l'accord du 14 novembre 2017 relatif à la protection des négociateurs.

Le présent avenant révisé intégralement les dispositions de l'avenant du 31 janvier 2017 en abrogeant son chapitre 1^{er} et en reprenant les dispositions du présent avenant relatives à la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation.

Le présent avenant crée la commission paritaire nationale de conciliation.

CHAPITRE I^{ER}

COMMISSION PARITAIRE PERMANENTE DE NÉGOCIATION ET D'INTERPRÉTATION

Article 1^{er}

Composition et réunions

La composition de la commission est celle définie par l'article 11 de la convention collective, complété par l'avenant du 18 février 2016 à l'accord du 21 septembre 2010 relatif au dialogue social.

Cette commission se réunira au moins 6 fois par an et autant de fois que nécessaire sur demande conjointe d'une organisation patronale et d'une organisation syndicale de salariés.

La convocation contient l'ordre du jour déterminé par les membres de la commission.

Lorsque des documents sont nécessaires à la préparation et à la tenue des réunions, ces derniers seront transmis à toutes les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche, au moins 10 jours calendaires avant la réunion.

Article 2

Missions

Ses missions sont définies par l'article L. 2232-9 du code du travail.

La CPPNI a pour missions de définir par la négociation les garanties applicables aux salariés employés dans son champ d'application.

Il est rappelé que, conformément à l'article L. 2232-5.1 du code du travail, la branche a pour missions de définir les conditions d'emploi et de travail des salariés, ainsi que les garanties qui leur sont applicables dans les matières énumérées dans les articles L. 2253-1 et L. 2253-2 du code du travail.

2.1. Négociation de la convention collective

La commission a pour mission essentielle la négociation dans le cadre de la convention collective nationale du négoce de l'ameublement. À cet effet, elle établit en fin d'année un calendrier des négociations pour l'année à venir tenant compte des demandes des organisations syndicales représentatives.

2.2. Mission d'intérêt général

La commission représente la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics ;

La commission exerce un rôle de veille sur les conditions de travail et l'emploi à partir des éléments contenus dans le rapport de branche présenté annuellement ;

La commission établit un rapport annuel d'activité qui comprend un bilan des accords d'entreprises conclus en matière de durée et aménagement du temps de travail, en matière de congés payés et autres congés, repos quotidien, jours fériés et de compte épargne-temps.

Ce rapport comporte une appréciation de l'impact de ces accords sur les conditions de travail des salariés et sur la concurrence entre des entreprises de la branche et formule, le cas échéant, des recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées. Ces accords seront transmis soit à l'adresse postale de la FNAEM, 59, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, soit à l'adresse social@fnaem.fr après suppression par la partie la plus diligente des noms et prénoms des négociateurs et signataires ;

La commission est chargée de trouver une solution aux difficultés qui pourraient surgir dans l'interprétation de la présente convention et ses annexes. Lorsqu'elle se réunit dans le cadre de sa mission d'interprétation, cette commission est composée, pour les salariés, de 2 délégués par orga-

nisation syndicale représentative dans la branche et, pour le collège employeur, d'un nombre de représentants des employeurs qui ne peut être supérieur à celui du collège salarié. Cette commission sera convoquée, à la demande d'une organisation syndicale ou patronale représentative au niveau de la branche, à la demande d'un salarié ou d'un employeur ;

La commission se réunit dans un délai de 30 jours calendaires après le dépôt de la demande d'interprétation au siège de l'organisation patronale représentative signataire du présent avenant. Cette demande sera accompagnée du texte de la convention à interpréter et d'une motivation justifiant la demande d'interprétation ;

L'avis de la commission suppose pour être adopté qu'il recueille dans chaque collège (salarié et employeur) la majorité en nombre des membres présents participants à la réunion de la commission.

Cet avis sera ensuite transmis aux parties intéressées dans les 30 jours calendaires suivants la tenue de la commission d'interprétation.

À défaut d'avis rendu dans les conditions ci-dessus, sera établi un procès-verbal de désaccord retraçant les différentes interprétations exprimées lors de la commission. Ce procès-verbal de désaccord sera également transmis dans les 30 jours suivants la réunion de la commission ;

L'avis de la commission s'il est unanime prendra la forme d'un avenant à la convention collective qui sera soumis aux modalités de dépôt et d'extension ;

La commission peut rendre un avis à la demande d'une juridiction sur l'interprétation de la convention collective ou d'un accord collectif de branche.

Dans cette hypothèse, l'interprétation devra être rendue à l'unanimité des membres de la commission. À défaut, il sera précisé dans le PV d'interprétation la position de chaque organisation syndicale et patronale avec le pourcentage de représentativité de chacune d'entre elles.

La commission peut enfin exercer les missions d'observatoire paritaire de la négociation.

Article 3

Moyens de la commission

Ceux-ci sont définis dans le cadre de l'article 11 de la convention collective ainsi que par l'accord du 21 septembre 2010 et son avenant du 18 février 2016.

CHAPITRE II

COMMISSION PARITAIRE NATIONALE DE CONCILIATION

Article 4

Mission

En application de l'article L. 2261-22 du code du travail, il est institué une commission paritaire nationale de conciliation (CPNC) chargée de rechercher une solution aux conflits collectifs susceptibles de survenir entre les employeurs et les salariés liés par la convention collective et qui n'ont pas pu être réglés au niveau de l'entreprise.

Article 5

Composition

La commission est composée :

- pour le collège salarié : de 2 représentants de chacune des organisations syndicales reconnues représentatives dans la branche ;
- pour le collège employeur : d'un nombre de représentants ne dépassant pas celui du collège salarié.

Un membre salarié ou employeur ne peut siéger à une réunion ayant à examiner un différend dans lequel son entreprise est partie, il doit alors se faire remplacer.

Article 6

Modalités de saisine

La saisine de la commission est faite par la partie la plus diligente sous forme de lettre recommandée avec avis de réception, adressée à l'organisation patronale représentative signataire du présent avenant.

Elle est accompagnée de l'objet de la demande, de sa justification et des pièces nécessaires à son examen.

Lorsque la commission est saisie d'un différend, elle se réunit dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la présentation de la requête et entend les parties.

Article 7

Délibérations

Lorsqu'un accord est intervenu entre les parties au litige devant la commission paritaire nationale de conciliation, un procès-verbal en est dressé sur le champ ; il est signé des membres de la commission ainsi que des parties au conflit. Le procès-verbal est notifié sans délai aux parties.

Si les parties au litige ne se mettent pas d'accord sur tout ou partie du litige, un procès-verbal de non-conciliation précisant les points sur lesquels le différend persiste est aussitôt dressé ; il est signé des membres présents de la commission ainsi que des parties concernées.

Ce chapitre constituera l'article 45 de la convention collective de négoce de l'ameublement.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8

Dispositions conventionnelles révisées

Dans l'article 3 de l'accord du 21 septembre 2010 relatif au dialogue social, les 2 premiers alinéas sont remplacés par un alinéa unique ainsi rédigé « - la commission permanente de négociation et d'interprétation ».

Dans l'article 2 de l'avenant n° 1 du 18 octobre 2016 à l'accord du 21 septembre 2010 relatif au dialogue social, le chiffre 5 est remplacé par le chiffre 3.

L'article 6 de la convention collective nationale du négoce de l'ameublement est abrogé.

Il est remplacé par les dispositions des articles 1, 2 et 3 du présent avenant sous l'intitulé « Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation ».

L'article 45 de la convention collective nationale du négoce de l'ameublement est abrogé et remplacé par les dispositions du chapitre II du présent avenant.

Article 9

Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de l'objet du présent avenant, il ne comporte et ne nécessite pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 10

Entrée en vigueur, durée, dépôt, publicité

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prendra effet à compter de sa signature.

Le présent avenant sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris et auprès de la direction générale du travail conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail.

Le présent avenant devra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales.

Fait à Paris, le 14 juin 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3051

Convention collective nationale
IDCC : 567. – BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVRE
ET ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT

ACCORD DU 15 JUIN 2018
RELATIF À LA MISE EN PLACE DE LA COMMISSION PARITAIRE PERMANENTE
DE NÉGOCIATION ET D'INTERPRÉTATION (CPPNI)

NOR : ASET1851052M
IDCC : 567

Entre :

BJOC ;

FNAMAC,

D'une part, et

FGMM CFDT ;

FCM FO ;

CFTC métallurgie ;

FTM CGT ;

FCMTM CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour finalité de définir les modalités de fonctionnement et les attributions de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation telle que prévue par l'article L. 2232-9 du code du travail. Il constitue un avenant à la convention collective du 5 juin 1970. Il se substitue à l'article 26 qu'il abroge.

Article 1^{er}

Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation

Pour tenir compte des nouvelles obligations légales et des dispositions conventionnelles déjà existantes, il est convenu que la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation remplisse à la fois les missions d'une commission paritaire permanente de négociation dont les modalités de fonctionnement et les missions sont précisées ci-après, et d'une commission d'interprétation et de conciliation. La CPPNI est une commission qui se réunit soit dans son format de

commission paritaire permanente de négociation, soit dans son format de commission d'interprétation, conformément aux dispositions ci-après.

Le secrétariat de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation est fixé à la fédération française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, du cadeau, des pierres et des perles et des activités qui s'y rattachent.

La correspondance devra être adressée à : FFBJOC, 58, rue du Louvre, 75002 Paris.

Les moyens d'action de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation sont définis par l'article 31 de la convention collective.

Article 1.1

Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation

1.1.1. Composition

Lorsque la CPPNI se réunit en tant que commission paritaire permanente de négociation, celle-ci est composée d'au plus 3 représentants par organisation syndicale de salariés représentative au plan national dans le champ d'application de la convention collective tel que défini par son article 1^{er}. Elle comprend également des représentants des organisations syndicales d'employeurs représentatives au plan national dans le même champ conventionnel sans que le nombre de ces représentants ne dépasse celui des représentants de l'ensemble des organisations syndicales de salariés représentatives.

Les membres de la commission sont mandatés par chacune des organisations intéressées. Le secrétariat de la commission est assuré selon des modalités arrêtées lors de la première réunion qui suit l'entrée en vigueur du présent accord.

1.1.2. Missions

Ses missions sont définies par l'article L. 2232-9 du code du travail.

Négociation de la convention collective

La commission paritaire permanente de négociation a pour mission essentielle la négociation des garanties sociales applicables aux salariés dans le cadre de la convention collective nationale du 5 juin 1970, de ses avenants et de ses annexes. À cet effet, elle établit en fin d'année un calendrier des négociations pour l'année à venir.

Mission d'intérêt général

La commission paritaire permanente de négociation représente la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics ;

la commission paritaire permanente de négociation exerce un rôle de veille sur les conditions de travail et d'emploi à partir des éléments contenus dans le rapport de branche présenté annuellement ;

la commission paritaire permanente de négociation établit un rapport annuel d'activité qui comprend un bilan des accords d'entreprises conclus en matière de durée et d'aménagement du temps de travail en matière de congés et de compte épargne-temps. Ce rapport comporte une appréciation de l'impact de ces accords sur les conditions de travail des salariés et sur la concurrence entre les entreprises de la branche et formule, le cas échéant, des recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées.

Ces conventions et accords sont transmis à FFBJOC, 58, rue du Louvre, 75002 Paris ; secretaariatcppni@bjop.fr

La commission paritaire permanente de négociation accuse réception des conventions et accords transmis.

Un bilan quantitatif et qualitatif de la négociation collective d'entreprise est établi annuellement.

Article 1.2

Interprétation et conciliation

1.2.1. Composition

Lorsque la CPPNI se réunit en tant que commission paritaire permanente d'interprétation, elle est composée des organisations syndicales et patronales selon les modalités prévues par l'article 1.1.1.

1.2.2. Missions

La commission paritaire permanente d'interprétation, qui peut être saisie par lettre recommandée avec avis de réception par les organisations syndicales de salariés et patronales représentatives au plan national dans le champ d'application de la convention collective, a pour missions :

- de veiller au respect de la convention et/ou de ses annexes par les parties en cause ;
- de tenter de concilier toutes parties qui, ayant à appliquer la convention collective, se trouveraient en litige individuel ou collectif et feraient une demande de conciliation ou accepteraient de participer à celle-ci ;
- de donner toute interprétation du texte conventionnel ;
- de tenter de concilier les parties qui en feraient la demande, à un litige individuel ou collectif, ceci sans préjudice pour lesdites parties, d'avoir recours à la médiation de l'administration du travail, ou de saisir toute juridiction compétente ;
- la commission peut rendre un avis à la demande d'une juridiction sur l'interprétation de la convention collective ou d'un accord de branche.

1.2.3. Réunion

La commission paritaire permanente d'interprétation se réunit dans un délai qui ne pourra excéder 2 mois suivant la réception de la saisine faite au secrétariat de la commission. Tout demandeur devra obligatoirement joindre à la saisine un rapport écrit et motivé afin de permettre aux membres de la commission de prendre connaissance préalablement à sa réunion, de la ou les questions soulevées.

En cas de dossier incomplet, la commission pourra solliciter par lettre recommandée avec avis de réception auprès du demandeur toutes pièces utiles nécessaires à la compréhension du dossier. Celui-ci disposera alors d'un délai de 2 mois pour fournir les pièces demandées. Après transmission de ces documents par lettre recommandée avec avis de réception, la commission se réunira à nouveau dans un délai de 2 mois. À défaut du respect du délai de 2 mois par le demandeur le dossier sera classé et non examiné, et ne pourra plus être porté à la connaissance de la commission.

1.2.4. Avis de la commission d'interprétation

Les avis de la commission sont rédigés en séance et adressés dans les 8 jours suivant la réunion, aux membres de la commission qui ont la charge d'en assurer la diffusion. Les avis rendus en interprétation du texte conventionnel auront la même valeur qu'un avenant portant révision du même texte, aux conditions cumulatives suivantes :

- qu'il en soit fait mention expresse dans l'avis considéré ;
- qu'ils soient adoptés à l'unanimité des parties siégeant dans ladite commission, employeurs et salariés confondus ;
- qu'ils ne créent pas de dispositions nouvelles à la convention collective ou à ses annexes ou n'en suppriment.

Les avis d'interprétation remplissant les conditions ci-dessus seront annexés à la convention collective nationale et feront l'objet d'un dépôt conformément aux articles L. 2231-5, L. 2231-6 et L. 2231-7 du code du travail. Ils seront opposables à l'ensemble des employeurs et salariés liés par

cette dernière. Ils prendront effet soit à la date qui aura été expressément convenue, soit à défaut, à partir du jour qui suivra leur dépôt auprès des services compétents.

À défaut, les avis seront considérés néanmoins comme adoptés s'ils sont approuvés dans chaque collège (employeurs et salariés) à la majorité des membres du collège. Si tel n'est pas le cas, le procès-verbal de réunion fera état des avis respectifs des membres de la commission. Ces avis et procès-verbaux seront transmis aux membres de la commission.

1.2.5. Conciliation

La lettre de saisine devra dans cette hypothèse en outre comporter un exposé sommaire du litige.

Un membre de la commission ou salarié ou employeur ne peut siéger à une réunion ayant à examiner un différend dans lequel son entreprise est partie. Il doit obligatoirement se faire remplacer.

La commission peut entendre les parties séparément ou contradictoirement. Elle peut, en outre, prendre tout avis qu'elle juge utile auprès d'experts et entendre toute personne qu'elle jugera bon. Elle peut, le cas échéant, faire effectuer sur place toute enquête nécessaire.

Les propositions de conciliation nécessitent d'être adoptées à la majorité de chaque collège (employeurs et salariés).

Dans cette hypothèse, la commission formule ces propositions de conciliation qu'elle soumet immédiatement à l'agrément des parties.

Si les propositions sont acceptées par les parties, un procès-verbal de conciliation est rédigé séance tenante puis signé par les parties et les membres de la commission.

Cet accord produit effet obligatoire et prend force exécutoire.

Si la commission ne parvient pas à formuler des propositions de conciliation ou si les parties ou l'une d'entre elles refusent d'accepter les propositions formulées, il est établi séance tenante un procès-verbal motivé de non-conciliation signé par les parties et les membres de la commission.

Article 2

Dispositions générales

Article 2.1

Dispositions concernant les entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu des thèmes du présent accord, celui-ci ne comporte pas de dispositions spécifiques concernant les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2.2

Durée. – Dénonciation. – Révision

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il fait partie intégrante de la convention et soumis aux règles légales de révision ou conventionnelles de dénonciation.

Article 2.3

Date d'effet

Le présent avenant s'appliquera dès sa signature.

Article 2.4

Extension et dépôt

Dès lors qu'il n'aura fait l'objet d'aucune opposition régulièrement exercée, il fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée par la partie la plus diligente, conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail.

Le présent avenant est fait en nombre suffisant pour remise à chacun des signataires.

Fait à Paris, le 15 juin 2018.

(Suivent les signatures.)

Accord professionnel
INDUSTRIES DU BOIS ET IMPORTATION

ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA CRÉATION DE LA CPPNI

NOR : ASET1851051M

Entre :

FNB ;

FFB ;

GPFFB ;

FFSL ;

SEI ;

FFT ;

FNIB ;

UNFFB ;

FABOMU ;

UFFEP ;

FNIMTMB ;

FNMIAMB ;

LCB, SNIELB ;

SNAPB ;

FBT ;

SNCB ;

SNFM FIBRAGGLOS,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

CFDT FNSCB ;

FIBOPA CFE-CGC ;

FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels comporte différentes mesures qui confortent le rôle central des branches professionnelles et de leurs partenaires sociaux et vise à renforcer la négociation collective en leur sein.

L'objectif est de permettre une meilleure coordination entre les acteurs de la négociation collective dans les différents domaines du droit du travail, de renforcer un dialogue social de branche efficace, responsable et cohérent et d'être un lieu d'échange permettant l'information réciproque des organisations professionnelles patronales et des organisations syndicales représentatives de la branche professionnelle.

L'article 24 de ladite loi prévoit ainsi que chaque branche professionnelle doit mettre en place par le biais d'un accord une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation ou CPPNI (article L. 2232-9 nouveau du code du travail).

Par le présent accord, les organisations professionnelles patronales et les organisations syndicales représentatives de salariés actent que la CPPNI des industries du bois et de l'importation des bois vient donc se substituer dans ses missions et ses modalités de fonctionnement à toute autre instance antérieure dont le rôle et les missions lui sont désormais confiés.

Sont ainsi notamment visées :

- la commission paritaire de la branche telle que prévue par l'article 8 de la convention collective du travail mécanique du bois, des scieries, du négoce et de l'importation des bois, sans que l'article ne soit remis en cause ;
- la commission nationale paritaire d'interprétation telle que prévue par l'article 5 de la convention collective du travail mécanique du bois, des scieries, du négoce et de l'importation des bois ;
- la commission paritaire de validation des accords collectifs conclus par les représentants élus au comité d'entreprise ou à la délégation unique du personnel ou les délégués du personnel dans les entreprises de moins de 200 salariés dans les industries du bois et l'importation des bois créée par l'accord du 12 mai 2011.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant des activités suivantes :

	Référence NAPE/NAF
Importation de bois pour les entreprises ou établissements dont l'activité principale d'approvisionnement résulte de l'achat à l'importation, ou sur les marchés internationaux ; lesdites opérations étant supérieures à 50 % des achats totaux de bois et dérivés du bois	5907/51.5E
Scieries relevant du régime de travail du ministère du travail	4801/20.1A
Fabrication de parquets et lambris en lames	4803/20.1A
Fabrication de parquets assemblés en panneaux	4803/20.3Z
Moulures, baguettes	4803/20.3Z
Bois de placages, placages tranchés et déroulés	4804/20.2Z
Production de charbon de bois	24.1G
Panneaux de fibragglos	4804/26.6J
Poteaux, traverses, bois injectés	4804/20.1A
Application de traitement des bois	4804/20.1B
Emballage en bois (caisses, tonnellerie, emballeurs)	4805/20.4Z
Emballages légers en bois, boîtes à fromage	4805/20.4Z

Palettes	4805/20.4Z
Tourets	4805/20.4Z
Objets divers en bois (matériel industriel, agricole et ménager en bois, bois multiplis multifformes)	4807/20.5A
Fibres de bois	4807/20.1A
Farine de bois	4807/20.1A
Articles de pêche (pour les cannes et lignes)	5402/36.4Z
Fabrication d'articles en liège	5408/20.5C
Commerce de gros de liège et articles en liège	5907/51.5E
Commerce de détail de liège et articles en liège	6422/51.4S
Fabrication d'articles de broserie : fabrication de balais, de pinceaux et de brosses, même constituant des parties de machines, de balais mécaniques pour emploi à la main, de balais à franges et de plumeaux, de brosses et de pinceaux à peindre, de rouleaux et de tampons à peindre, de raclettes en caoutchouc et d'autres brosses, balais, balayettes, etc. la fabrication de brosses à habits et à chaussures	32.91 Z

À l'exception des entreprises dont l'activité principale est consacrée au pin maritime dans les zones de la forêt de Gascogne.

Article 2

Attributions et missions de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation

Conformément à la législation en vigueur, la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation exerce les missions suivantes :

1. Elle exerce une mission d'intérêt général en représentant la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics.
2. Elle exerce un rôle de veille sur les conditions de travail et l'emploi des salariés de la branche. À ce titre, au moins une fois par an, la CPPNI est informée des travaux de la CPNE de la branche.
3. Elle constitue l'instance au sein de laquelle se déroulent l'ensemble des négociations paritaires nationales. Elle négocie et définit les thèmes relevant d'une négociation collective de branche, qu'il s'agisse de ceux qui sont prévus, à titre obligatoire, par la législation en vigueur ou de ceux que détermineront les partenaires sociaux.
4. Sur la base d'un projet rédigé par le secrétariat de la commission, elle établit un rapport annuel d'activité qu'elle verse dans la base de données nationale mentionnée à l'article L. 2231-5-1. Ce rapport comprend un bilan des accords collectifs d'entreprise conclus dans le cadre du titre II, des chapitres I^{er} et III du titre III et des titres IV et V du livre I^{er} de la 3^e partie, en particulier de l'impact de ces accords sur les conditions de travail des salariés et sur la concurrence entre les entreprises de la branche, et formule, le cas échéant, des recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées.
5. Elle est en charge des difficultés d'interprétation qui peuvent naître de l'application des dispositions conventionnelles, des accords collectifs, ainsi que de leurs avenants et annexes. Elle peut à ce titre rendre un avis à la demande directe par lettre recommandée avec avis de réception notamment d'un employeur, d'un salarié, à l'initiative de l'un quelconque de ses membres et/ou sur saisine d'une juridiction dans les conditions mentionnées à l'article L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire.

Une fois le dossier complet transmis, la CPPNI se réunit dans les meilleurs délais.

Les décisions délibératives de la commission sont prises paritairement par consensus des membres présents ou représentés composant la CPPNI.

À défaut de consensus, les positions exprimées par chacun seront consignées dans un document adressé à l'auteur de la saisine et à l'ensemble des membres composant la CPPNI.

6. Elle peut également exercer pour la branche professionnelle les missions de l'observatoire paritaire mentionné à l'article L. 2232-10 du code du travail.

Article 2 *bis*

Rôle spécifique de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation en matière de restructuration des branches professionnelles

Les parties signataires conviennent de confier les missions spécifiques suivantes à la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation dans le cadre de la restructuration des branches professionnelles.

Ainsi, en cas de fusion, d'adhésion, de rapprochement de conventions ou accords collectifs de travail, ayant une incidence directe ou indirecte sur le champ d'application professionnel et/ou territorial de la convention collective du travail mécanique du bois, des scieries, du négoce et de l'importation des bois, la CPPNI se verra confier le rôle suivant :

- analyse des demandes présentées par des secteurs d'activité souhaitant rejoindre la convention collective du travail mécanique du bois, des scieries, du négoce et de l'importation des bois ;
- instruction des dossiers de fusion des conventions collectives et/ou accords collectifs relevant de champ d'application territoriaux et/ou professionnels distincts ;
- examen des calendriers et modalités de rapprochement proposés.

Les partenaires sociaux conviennent, qu'en cas de fusion de conventions collectives nationales ou régionales ou demandes d'adhésion de secteurs d'activités ayant à la date de signature du présent accord leurs propres négociations avec leurs propres partenaires sociaux, la CPPNI leur déléguera :

- le soin de conduire et de définir les modalités selon lesquelles les opérations de restructuration et/ou de fusion seront conduites ;
- et les thèmes de négociations abordés.

À ce titre, une consultation préalable et une information régulière des travaux conduits par les partenaires sociaux des conventions collectives ou secteurs d'activités concernés permettront à la CPPNI d'examiner les conditions, délais et modalités de rapprochement ainsi que les thèmes de négociation abordés par chacun.

Les branches professionnelles et secteurs d'activités informeront, dans le cadre de la délégation ci-dessus visée, la CPPNI de l'état d'avancée des négociations et de la mise en œuvre des étapes et thèmes de négociation dans le cadre de la restructuration envisagée.

Article 3

Transmission des conventions et accords d'entreprise à la CPPNI

Conformément à l'article L. 2232-9 du code du travail susvisé, les entreprises de la branche doivent transmettre à la CPPNI de branche leurs conventions et accords collectifs comportant des stipulations relatives à la durée du travail, au travail à temps partiel et intermittent, aux congés et au compte épargne-temps.

Ces conventions et accords sont transmis à l'adresse numérique ou postale indiquée dans l'accord mettant en place la CPPNI.

L'adresse de la CPPNI « industries du bois et importation des bois » est la suivante :

Fédération nationale du bois
CPPNI
6, rue François 1^{er}
75008 Paris
Adresse électronique : infos@fnbois.com.

Tout éventuel changement d'adresse devra être notifié par la CPPNI au ministère chargé du travail.

La CPPNI accuse réception des conventions et accords qui lui sont transmis. Cet accusé de réception ne préjuge en rien de la conformité et de la validité de ces accords collectifs d'entreprise au regard des dispositions du code du travail, et en particulier au regard des formalités de dépôt et de publicité applicables.

La CPPNI, dans ce cadre, reçoit le contenu et le texte des accords qui lui sont transmis.

Elle établit les éléments nécessaires à la transmission des accords au sein de la base de données prévue par les dispositions du code du travail et identifie les éléments et mesures mises en œuvre dans leur contenu en vue d'établir toute information ou communication statistiques ou autres.

Article 4

Organisation matérielle des commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation

La commission paritaire est réunie au moins 3 fois par an en vue des négociations paritaires de la branche. Elle se réunira également autant de fois que nécessaire dans son rôle de négociation et d'interprétation.

Lors de la dernière réunion de l'année en cours, la CPPNI établit son agenda social pour l'année à venir.

Les instances patronales concernées sont chargées de l'organisation matérielle des réunions paritaires et envoient la convocation au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Article 5

Participation aux commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation ou mixtes

Les conditions de participation aux commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation ou mixtes des salariés mandatés par leur organisation syndicale représentative au plan national sont celles définies, pour les secteurs concernés, dans l'accord national du 9 juin 2009 relatif à l'organisation de la négociation collective et des relations sociales dans les industries du bois et l'importation des bois.

Article 6

Dispositions diverses

6.1. Date d'effet et suivi de l'accord

Le présent accord prend effet à compter de la date de sa signature. Il pourra faire l'objet d'un bilan afin de voir si des adaptations seraient rendues nécessaires. Les parties conviennent de se rencontrer à la demande de l'une des parties signataires en cas de difficulté d'application du présent accord.

6.2. Dépôt et extension

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt à la direction générale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent accord.

L'ensemble des partenaires sociaux de la profession recevront copie des récépissés de dépôt et de la demande d'extension.

6.3. Clause de sauvegarde

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec des dispositions ultérieures de nature législatives, réglementaires ou conventionnelles, ayant une incidence sur le présent accord postérieures à sa date de signature.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

Les parties signataires s'engagent à ce que les partenaires sociaux examinent les différents accords existants relatifs à la formation professionnelle pour mesurer les éventuelles répercussions sur le présent accord et les suites à y donner.

6.4. Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

6.5. Adhésion

Toute organisation syndicale ou toute entreprise peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail.

6.6. Dénonciation

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou ayant adhéré à l'accord avec un préavis de 3 mois minimum.

Cette dénonciation sera portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce contexte, les parties signataires conviennent de se réunir dans les meilleurs délais pour apprécier la situation ainsi créée.

Fait à Paris, le 15 février 2018.

(Suivent les signatures.)

Accord professionnel
INDUSTRIES DU BOIS ET IMPORTATION

AVENANT N° 1 DU 23 NOVEMBRE 2017
À L'ACCORD NATIONAL DU 15 NOVEMBRE 2016
RELATIF À LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

NOR : ASET1851048M

Entre :

FNB ;

FFB ;

GPFFB ;

FFSL ;

SEI ;

FFT ;

FNIB ;

UNFFB ;

FABOMU ;

UFFEP ;

FNIMTMB ;

FNMIAMB ;

LCB ;

SNIELB ;

FIBRAGGLOS ;

SNAPB ;

FBT ;

SNCB ;

SNFM FIBRAGGLOS,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

CFDT FNSCB ;

FIBOPA CFE-CGC ;

FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

L'article 1^{er} « Champ d'application » de l'accord national du 15 novembre 2016 relatif à la formation tout au long de la vie dans les industries du bois et de l'importation des bois est ainsi modifié :

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant des activités suivantes :

	Référence NAPE/NAF
Importation de bois pour les entreprises ou établissements dont l'activité principale d'approvisionnement résulte de l'achat à l'importation, ou sur les marchés internationaux ; lesdites opérations étant supérieures à 50 % des achats totaux de bois et dérivés du bois	5907/51.5E
Scieries relevant du régime de travail du ministère du travail	4801/20.1A
Fabrication de parquets et lambris en lames	4803/20.1A
Fabrication de parquets assemblés en panneaux	4803/20.3Z
Moulures, baguettes	4803/20.3Z
Bois de placages, placages tranchés et déroulés	4804/20.2Z
Production de charbon de bois	24.1G
Panneaux de fibragglos	4804/26.6J
Poteaux, traverses, bois injectés	4804/20.1A
Application de traitement des bois	4804/20.1B
Emballage en bois (caisses, tonnellerie, emballeurs)	4805/20.4Z
Emballages légers en bois, boîtes à fromage	4805/20.4Z
Palettes	4805/20.4Z
Tourets	4805/20.4Z
Objets divers en bois (matériel industriel, agricole et ménager en bois, bois multiplis multifformes)	4807/20.5A
Fibres de bois	4807/20.1A
Farine de bois	4807/20.1A
Articles de pêche (pour les cannes et lignes)	5402/36.4Z
Fabrication d'articles en liège	5408/20.5C
Commerce de gros de liège et articles en liège	5907/51.5E
Commerce de détail de liège et articles en liège	6422/51.4S
Fabrication d'articles de broserie : fabrication de balais, de pinceaux et de brosses, même constituant des parties de machines, de balais mécaniques pour emploi à la main, de balais à franges et de plumeaux, de brosses et de pinceaux à peindre, de rouleaux et de tampons à peindre, de raclettes en caoutchouc et d'autres brosses, balais, balayettes, etc. la fabrication de brosses à habits et à chaussures	32.91Z

À l'exception des entreprises dont l'activité principale est consacrée au pin maritime dans les zones de la forêt de Gascogne.

Article 2

L'article 2.3.5 « Financement de l'observatoire » de l'accord national du 15 novembre 2016 relatif à la formation tout au long de la vie dans les industries du bois et de l'importation des bois est ainsi modifié :

« 2.3.5. Financement de l'observatoire

Les dépenses de fonctionnement de l'observatoire sont financées par les fonds issus de la contribution :

- “professionnalisation” ;
- “plan de formation” ;
- “compte personnel de formation” ;
- et des contributions conventionnelles et volontaires des entreprises, de l'OPCA de branche, en application de la réglementation en vigueur.

L'organisme collecteur paritaire agréé gère les contributions des employeurs au sein de sections consacrées au financement, respectivement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, du congé individuel de formation, du compte personnel de formation, des actions de professionnalisation et du plan de formation.

La section paritaire professionnelle proposera au conseil d'administration paritaire de l'OPCA les orientations et priorités de formation.

Le montant du financement nécessaire au fonctionnement de l'observatoire est déterminé chaque année par la CPNE des industries du bois et de l'importation des bois réunie en comité paritaire de pilotage de l'observatoire, en fonction des travaux et études demandés, et est transmis à la section professionnelle. »

Article 3

L'article 2.4. « Tutorat » de l'accord national du 15 novembre 2016 relatif à la formation tout au long de la vie dans les industries du bois et de l'importation des bois est ainsi modifié :

« 2.4. Le tutorat

Les parties signataires du présent accord considèrent que le développement du tutorat est de nature à accroître la qualité et l'efficacité des actions conduites dans le cadre des dispositifs de formation professionnelle.

Elles rappellent que le tuteur est désigné par l'employeur parmi les salariés volontaires qualifiés de l'entreprise, en tenant compte de leur emploi et de leur niveau de qualification, qui devront être en adéquation avec les objectifs retenus pour l'action de formation. Le tuteur peut être l'employeur lui-même. Elles précisent que la fonction tutorale a pour objet, en application de l'article D. 6325-7 du code du travail :

- d'accompagner le salarié dans l'élaboration et la mise en œuvre de son projet professionnel ;
- d'aider, d'informer et de guider les salariés de l'entreprise qui participent à des actions de formation dans le cadre des contrats ou des périodes de professionnalisation ;
- de contribuer à l'acquisition de connaissances, de compétences et d'aptitudes professionnelles par le salarié concerné, au travers d'actions de formation en situation professionnelle ;
- de participer à l'évaluation des qualifications acquises dans le cadre du contrat ou de la période de professionnalisation ;

- d’organiser avec les salariés intéressés l’activité de ces bénéficiaires dans l’entreprise et contribuer à l’acquisition des savoir-faire professionnels ;
- de veiller au respect de l’emploi du temps du bénéficiaire ;
- d’assurer la liaison avec l’organisme ou le service chargé des actions d’évaluation, de formation et d’accompagnement des bénéficiaires à l’extérieur de l’entreprise.

Le comité d’entreprise ou à défaut les délégués du personnel seront informés du nombre de fonction tutorale exercé sur l’année et sera informé sur le bilan social.

Pour favoriser l’efficacité de cette fonction tutorale, le salarié doit avoir bénéficié, au préalable, d’une préparation et, si nécessaire, d’une formation spécifique.

Cette formation spécifique (coût pédagogique, temps de formation, frais) est prise en charge par l’OPCA de branche au titre des fonds affectés à la professionnalisation dans les conditions définies par la CPNE et dans la limite des fonds disponibles.

Les organisations signataires incitent les entreprises à promouvoir et à valoriser la fonction tutorale en attribuant le cas échéant une reconnaissance (...par exemple gratification, prime de tutorat, réduction du temps de travail).

Chaque tuteur ne pourra assurer l’accompagnement de plus de 3 salariés concernés simultanément par le dispositif de formation.

L’employeur ne peut, quant à lui, assurer simultanément le tutorat à l’égard de plus de salariés bénéficiaires de contrats de professionnalisation ou d’apprentissage ou de périodes de professionnalisation.

Il est par ailleurs décidé d’aider les entreprises pour les coûts liés à l’exercice de la fonction tutorale, par la prise en charge du temps passé par le salarié tuteur à sa mission notamment pour le temps consacré à l’acquisition par le salarié de connaissances au travers d’actions de formation en situation professionnelle, et à sa collaboration à l’évaluation.

Par contrat ou période de professionnalisation, l’employeur peut demander la prise en charge à l’OPCA de branche, dans les limites des fonds affectés à la professionnalisation, d’un nombre d’heures liés à l’exercice de la mission du salarié tuteur.

Étant entendu que l’OPCA de branche pourra intervenir dans la limite des dispositions légales qui sont à ce jour :

- 230 € par mois et par salarié en contrat ou en période de professionnalisation, pour une durée maximale de 6 mois. Ce plafond de 230 € est majoré de 50 %, et donc porté à 345 €, lorsque le tuteur est âgé de plus de 45 ans ou qu’il accompagne un salarié appartenant à la catégorie de bénéficiaires visée à l’article L. 6325-1.1 à savoir les personnes âgées de 16 à 25 ans révolus afin de compléter leur formation initiale et qui n’ont pas validé un second cycle de l’enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d’un diplôme de l’enseignement technologique ou professionnel ;
- pour chaque salarié ou pour tout employeur de moins de 11 salariés qui bénéficie d’une action de formation en qualité de tuteur chargé d’accueillir et de guider dans l’entreprise les bénéficiaires des contrats et des périodes de professionnalisation, dans la limite d’un plafond de 15 € par heure de formation et d’une durée maximale de 40 heures ; ces dépenses comprennent les frais pédagogiques, les rémunérations, les cotisations et contributions sociales légales et conventionnelles ainsi que les frais de transport et d’hébergement ».

Article 4

Les points 2.5.1 et 2.5.5 de l’article 2.5 « Le compte personnel formation (CPF) » de l’accord national du 15 novembre 2016 relatif à la formation tout au long de la vie dans les industries du bois et de l’importation des bois sont ainsi modifiés :

« 2.5. Le compte personnel formation (CPF)

2.5.1. Principe

Dans les conditions déterminées aux articles L. 6323-1 et suivants du code du travail, un compte personnel de formation est ouvert à partir de 16 ans notamment :

- pour les personnes actives qui occupent un emploi, y compris lorsqu'elles sont titulaires d'un contrat de travail de droit français et qui exercent leur activité à l'étranger ;
- pour les personnes à la recherche d'un emploi ou accompagnées dans un projet d'orientation et d'insertion professionnelle et fermé au décès du titulaire.

Le compte personnel de formation est ouvert dès l'âge de 15 ans pour le jeune qui signe un contrat d'apprentissage.

La gestion des heures inscrites au compte est assurée par la Caisse des dépôts et consignations, dans le cadre des dispositions des articles L. 6323-10 et suivants du code du travail.

Le compte personnel de formation est mobilisable quel que soit le statut de la personne, salarié ou à la recherche d'un emploi.

2.5.5. Formations éligibles

Les formations éligibles au CPF sont celles inscrites sur :

- la liste de la CPNE ;
- la liste élaborée par le comité paritaire interprofessionnel national pour l'emploi et la formation (COPANEF) ;
- la liste élaborée par le comité paritaire interprofessionnel régional pour l'emploi et la formation (COPAREF) de la région où travaille le salarié.

Sont également éligibles :

- les formations permettant d'évaluer les compétences d'une personne préalablement à l'acquisition du socle de connaissance et de compétences ;
- les formations permettant d'acquérir le socle de connaissances et de compétences ;
- l'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE) ;
- les formations permettant de réaliser un bilan de compétences ;
- les formations dispensées aux créateurs ou repreneurs d'entreprises ;
- les formations destinées à permettre aux bénévoles et aux volontaires en service civique d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions ; toutefois, seules les heures acquises au titre du nouveau compte d'engagement citoyen peuvent financer ces actions.
- les formations destinées à la préparation de l'épreuve théorique du code de la route et de l'épreuve pratique du permis de conduire des véhicules légers.

Par ailleurs, le législateur permet la mobilisation du CPF pour la prise en charge d'une formation à l'étranger, dès lors que celle-ci figure bien sur la liste des formations éligibles ».

Article 5

L'article 7 « Rôle de la section professionnelle de l'OPCA de branche pour les différentes formations » de l'accord national du 15 novembre 2016 relatif à la formation tout au long de la vie dans les industries du bois et de l'importation des bois est ainsi modifié :

« 7.1. Mutualisation

Les versements reçus par l'OPCA de branche au titre du compte personnel de formation, des actions de professionnalisation et du plan de formation sont mutualisés dès leur réception par l'OPCA.

La section paritaire professionnelle proposera au conseil d'administration paritaire de l'OPCA les orientations et priorités de formation.

7.2. Missions de la section

La SPP est chargée de proposer au conseil d'administration paritaire de l'OPCA les orientations et priorités de formation pour les branches professionnelles concernées.

La SPP définit chaque année un budget prévisionnel d'engagements par activité et par dispositif.

La SPP suit l'utilisation des fonds collectés par l'OPCA de branche auprès des entreprises de la branche, conformément aux orientations de la CPNE, et dans le respect des règles et décisions définies par le conseil d'administration de l'OPCA de branche.

Au regard des évolutions du périmètre de la branche et des priorités associées, la SPP s'attachera à identifier, mesurer et anticiper les besoins des entreprises afin d'élaborer un budget annuel prévisionnel.

En outre, la SPP :

- en application des dispositions des accords de branche et des décisions de la CPNE, contrôle et vérifie les règles de prise en charge au titre des sections financières "compte personnel formation", "Professionnalisation", "Plan des entreprises de moins de 10 salariés", "Plan des entreprises de 10 à 49 salariés" et "Plan des entreprises de 50 à 299 salariés", dans le respect des dispositions réglementaires relatives à la mutualisation des fonds et des statuts de l'OPCA de branche ;
- veille au suivi quantitatif et qualitatif des formations réalisées dans la branche ;
- révisé périodiquement le budget prévisionnel ».

Article 6

Dispositions diverses

6.1. Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature. Les parties conviennent de se rencontrer en cas de difficulté d'application du présent accord.

6.2. Dépôt et extension

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt à la direction générale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent avenant. L'ensemble des partenaires sociaux de la profession recevront copie des récépissés de dépôt et de la demande d'extension.

6.3. Clause de sauvegarde

Le présent avenant ne peut en aucun cas se cumuler avec des dispositions ultérieures de nature législatives, réglementaires ou conventionnelles, ayant une incidence sur le présent avenant postérieures à sa date de signature.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

6.4. Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

6.5. Adhésion

Toute organisation syndicale ou toute entreprise peut adhérer ultérieurement au présent avenant dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Paris, le 23 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales
INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 16 MAI 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX
(LIMOUSIN)

NOR : ASET1851036M
IDCC : 87, 135

Entre :

UNICEM LIM,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

FG FO,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Corrèze, Creuse et Haute-Vienne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	VALEUR MENSUELLE
I	1	1 498,47
	2	1 513
II	1	1 524
	2	1 542
	3	1 584
III	1	1 594
	2	1 619
	3	1 660
IV	1	1 675
	2	1 702
	3	1 756
V	1	1 768
	2	1 821
	3	1 942
VI	1	1 983
	2	2 061
	3	2 214
VII	1	2 270
	2	2 406
	3	2 618

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations pour heures supplémentaires ;
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle ;
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7

Dépôt et notification

En application de l'article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Fait à Limoges, le 16 mai 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

LISTE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Classe 14. – Minéraux divers

Groupe 14.02 : matériaux de carrières pour l'industrie.

Classe 15. – Matériaux de construction

Groupe 15.01 : sables et graviers d'alluvions.

Groupe 15.02 : matériaux concassés de roches et de laitier.

Groupe 15.03 : pierres de construction (à l'exception de l'ardoise).

Groupe 15.05 : plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment).

Groupe 15.07 : béton prêt à l'emploi.

Groupe 15.09 : matériaux de construction divers.

Classe 87. – Services divers (marchands)

Groupe 87.05 : pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire).

Les activités du groupe 15.08 « Produits en béton » ne sont pas couvertes par le présent accord.

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales
INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX
IDCC : 87. – **Ouvriers**
IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**
IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 25 MAI 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX
(POITOU-CHARENTES)
NOR : ASET1851035M
IDCC : 87, 135

Entre :

UNICEM Poitou,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

FG FO ;

CFDT FNSCB,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	VALEUR MENSUELLE
I	1	1 498,47
	2	1 513
II	1	1 524
	2	1 542
	3	1 584
III	1	1 594
	2	1 619
	3	1 660
IV	1	1 675
	2	1 702
	3	1 756
V	1	1 768
	2	1 821
	3	1 942
VI	1	1 983
	2	2 061
	3	2 214
VII	1	2 270
	2	2 406
	3	2 618

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations pour heures supplémentaires ;
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle ;
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7

Dépôt et notification

En application de l'article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Fait à Poitiers, le 25 mai 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

LISTE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Classe 14. – Minéraux divers

Groupe 14.02 : matériaux de carrières pour l'industrie.

Classe 15. – Matériaux de construction

Groupe 15.01 : sables et graviers d'alluvions.

Groupe 15.02 : matériaux concassés de roches et de laitier.

Groupe 15.03 : pierres de construction à l'exception de l'ardoise.

Groupe 15.05 : plâtres et produits en plâtre à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment.

Groupe 15.07 : béton prêt à l'emploi.

Groupe 15.09 : matériaux de construction divers.

Classe 87. – Services divers (marchands)

Groupe 87.05 : pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire).

Les activités du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales
INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 3 JUILLET 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2018
(PACA ET CORSE)

NOR : ASET1851037M

IDCC : 87, 135

Entre :

UNICEM Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

FG FO,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	VALEUR MENSUELLE (+ 1,9 % par rapport à 2017)
I	1	1 499
	2	1 541
II	1	1 547
	2	1 571
	3	1 618
III	1	1 625
	2	1 650
	3	1 700
IV	1	1 709
	2	1 736
	3	1 797
V	1	1 804
	2	1 860
	3	1 990
VI	1	2 022
	2	2 103
	3	2 271
VII	1	2 315
	2	2 457
	3	2 675

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations pour heures supplémentaires ;
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle ;

- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire, non comprises les heures supplémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales.

Fait à Aix-en-Provence, le 3 juillet 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

LISTE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES
DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET ENTRANT DANS LE CHAMP DU PRÉ-
SENT ACCORD

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Classe 14. – Minéraux divers

Groupe 14.02 : matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie.

Classe 15. – Matériaux de construction.

Groupe 15.01 : sables et graviers d'alluvions.

Groupe 15.02 : matériaux concassés de roches et laitier.

Groupe 15.03 : pierre de construction.

Groupe 15.04 : plâtres et produits en plâtre.

Groupe 15.07 : béton prêt à l'emploi.

Groupe 15.09 : matériaux de construction divers.

Classe 87. – Services divers (marchands)

Groupe 87.05 pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire).

Brochure n° 3224

Convention collective nationale

IDCC : 1286. – **CONFISERIE, CHOCOLATERIE, BISCUITERIE**
(Détaillants et détaillants-fabricants)

AVENANT N° 10 *BIS* DU 3 JUILLET 2018
À L'AVENANT N° 15 DU 3 SEPTEMBRE 2008
RELATIF AU REMBOURSEMENT COMPLÉMENTAIRE DE FRAIS DE SOINS DE SANTÉ

NOR : ASET1851049M

IDCC : 1286

Entre :

CNDC,

D'une part, et

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification du tableau des prestations garanties par le régime de remboursement complémentaire de frais de soins de santé.

Sont modifiés les postes suivants :

- généralistes ;
- actes de chirurgie (ADC), actes techniques médicaux (ATM).

Sont couverts selon les conditions du régime conventionnel tous les actes et frais de soins de santé, ayant fait l'objet d'un remboursement et d'un décompte individuel sécurité sociale, relevant des postes de garanties détaillées ci-dessous.

Pendant la période de garantie, les exclusions et les limitations de garanties ne s'appliquent pas lorsqu'elles ont pour effet d'empêcher les prises en charge minimales prévues à l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

POSTES	NIVEAUX DE COUVERTURE Y COMPRIS LES PRESTATIONS DU REGIME DE BASE SECURITE SOCIALE ET/OU D'EVENTUELS ORGANISMES COMPLEMENTAIRES
Hospitalisation Médicale et Chirurgicale et Maternité	
• Frais de séjour	200% de la BR
• Honoraires : Actes de Chirurgie (ADC), Actes d'anesthésie (ADA), Autres honoraires	235% BR Médecins adhérents au DPTM (1) 200% BR Médecins non adhérents au DPTM (1)
• Chambre particulière en secteur conventionné	60€ par jour limité à 20 jours par année civile
• Forfait hospitalier engagé	100% des frais réels dans la limite de la législation en vigueur
• Frais d'accompagnement (enfant à charge de moins de 16 ans sur présentation d'un justificatif)	25€ par jour limité à 20 jours par année civile
• Transport (accepté par la SS)	100% de la BR
Actes médicaux	
• Généralistes	170% BR Médecins adhérents au DPTM (1) 150% BR Médecins non adhérents au DPTM (1)
• Spécialistes	200% BR Médecins adhérents au DPTM (1) 170% BR Médecins non adhérents au DPTM (1)
Actes de chirurgie (ADC), actes techniques médicaux (ATM)	170% BR Médecins adhérents au DPTM (1) 150% BR Médecins non adhérents au DPTM (1)
• Actes d'imagerie médicale (ADI), Actes d'échographie (ADE)	135% BR Médecins adhérents au DPTM (1) 100% BR Médecins non adhérents au DPTM (1)
• Auxiliaires médicaux	100% de la BR
• Analyses	100% de la BR
Actes médicaux non remboursés Ss	
• Chirurgie réfractive (les 2 yeux)	Crédit de 150€ par bénéficiaire et par année civile
Pharmacie (acceptée SS)	
• Pharmacie (acceptée SS)	100% du TFR
Dentaire (*)	
• Soins dentaires	100% de la BR
• Inlay simple et onlay	360% de la BR
• Prothèses dentaires remboursées par la SS	360% de la BR
• Inlay core et inlay à clavettes	220% de la BR
• Prothèses dentaires non remboursées par la SS (2)	250% de la BR
• Orthodontie acceptée par la SS	300% de la BR
• Orthodontie refusée par la SS	200% de la BR
Actes dentaires hors nomenclature	
• Parodontologie	Crédit de 200€ par bénéficiaire et par année civile
• Implants dentaires (3)	Crédit de 200€ par bénéficiaire et par année civile
Prothèses non dentaires (acceptées par la SS)	
• Prothèses auditives	100% de la BR + Crédit global de 600€ par bénéficiaire par année civile
• Orthopédie et autres prothèses	
Optique (**)	
Monture + verres	« Cette garantie prévoit une prise en charge limitée à un équipement composé de deux verres et d'une monture par période de deux ans. Pour l'appréciation de la période de deux ans permettant un renouvellement, le point de départ est fixé à la date d'acquisition d'un équipement optique (ou du premier élément de l'équipement dans l'hypothèse d'un

	remboursement demandé en deux temps). Cette période est réduite à un an pour les frais exposés pour l'acquisition d'un équipement pour un mineur ou en cas de renouvellement de l'équipement justifié par une évolution de la vue ».
• Monture	RSS + Forfait de 100€
• Verres unifocaux simples	RSS + Forfait de 70€ par verre
• Verres unifocaux complexes	RSS + Forfait de 85€ par verre
• Verres multifocaux ou progressifs simples	RSS + Forfait de 110€ par verre
• Verres multifocaux ou progressifs complexes	RSS + Forfait de 140€ par verre
• Lentilles acceptées par la SS	RSS + Crédit de 220€ par bénéficiaire et par année civile
• Lentilles refusées par la SS (y compris lentilles jetables)	Crédit de 220€ par bénéficiaire et par année civile
Maternité	
• Forfait par enfant déclaré	100 €
Actes hors nomenclature	
• Acupuncture, chiropractie et ostéopathie (intervention par des praticiens inscrits auprès d'une association agréée)	Prise en charge de 50€ par consultation avec un maximum de 4 prises en charge par année civile.
Prévention (décret 2005-1226 du 29 septembre 2005 et de ses arrêtés subséquents)	
<ul style="list-style-type: none"> • Scellement prophylactique des puits, sillons et fissures (SC8), sous réserve que l'acte soit effectué sur les premières et deuxièmes molaires permanentes, qu'il n'intervienne qu'une fois par dent et qu'il soit réalisé en cas de risque carieux et avant le quatorzième anniversaire. • Détartrage annuel complet sur et sous gingival effectué en 2 séances maximum (SC12) • Bilan du langage oral et/ou bilan d'aptitudes à l'acquisition du langage écrit (AM024), à condition qu'il s'agisse d'un premier bilan réalisé chez un enfant de moins de quatorze ans. • Dépistage de l'hépatite B (codes NABM 4713, 4714, 0323, 0351). • Dépistage une fois tous les 5 ans des troubles de l'audition chez les personnes âgées de plus de 50 ans pour un des actes suivants : <ul style="list-style-type: none"> - audiométrie tonale ou vocale (CDQP010), - audiométrie tonale avec tympanométrie (CDQP015), - audiométrie vocale dans le bruit (CDQP011), - audiométrie tonale et vocale (CDQP012), - audiométrie tonale et vocale tympanométrie (CDQP002). • L'acte d'ostéodensitométrie remboursable par l'assurance maladie obligatoire ; sans préjudice des conditions d'inscription de l'acte sur la liste mentionnée à l'article L. 162-1-7, la prise en charge au titre du présent arrêté est limitée aux femmes de plus de 50 ans, une fois tous les 6 ans. • Les vaccinations suivantes, seules ou combinées : <ul style="list-style-type: none"> - Vaccination diphtérie, tétanos et poliomyélite quel que soit l'âge, - Vaccination de la coqueluche et de l'hépatite B avant 14 ans, - Vaccination du BCG avant 6 ans, - Vaccination de la rubéole pour les adolescentes qui n'ont pas été vaccinées et pour les femmes non immunisées désirant un enfant, - Vaccination de l'Haemophilus influenzae B, - Vaccination contre les infections invasives à pneumocoques pour les enfants de moins de dix-huit mois. 	100% de la BR

BR = base de remboursement de la Sécurité Sociale
TFR = tarif forfaitaire de responsabilité
RSS = Remboursement Sécurité Sociale
FR : Frais réel engagés par l'assuré

(1) DPTM : Dispositif de Pratique tarifaire Maîtrisée :

- CAS (contrat d'accès aux soins),
- OPTAM (option pratique tarifaire maîtrisée)
- OPTAM-CO (option pratique tarifaire maîtrisée chirurgie et obstétrique).

(*) Détail du poste dentaire :

(2) La garantie prothèse dentaire non remboursée comprend les actes suivants :

- Couronnes dentaires : HBLD038, HBLD036, à l'exclusion des couronnes ou dents à tenon préfabriquées, couronnes ou dents à tenon provisoires, couronnes à recouvrement partiel.
- Prothèses supra implantaires: HBLD132, HBLD492, HBLD118, HBLD199, HBLD240, HBLD236, HBLD217, HBLD171.
- Bridges : HBLD040, HBLD043, HBLD033, HBLD023, et les actes annexes s'y rapportant : HBMD490, HBMD342, HBMD082, HBMD479, HBMD433, HBMD072, HBMD081, HBMD087, à l'exclusion des prothèses dentaires sur dents temporaires, prothèses dentaires ou dents à tenon préfabriquées, prothèses dentaires ou dents à tenon provisoires, les piliers de bridge à recouvrement partiel.

(3) La garantie implantologie non remboursée comprend la pose d'un implant à l'exclusion de tout acte annexe (scanner, pilier, couronne).

(**) Détail du poste optique :

Adulte (> ou = 18 ans) Code LPP	UNIFOCAUX / MULTIFOCAUX	Avec/Sans Cylindre	SPHERE	Montant en € par verre
2203240 : verre blanc 2287916 : verre teinté	UNIFOCAUX	Sphérique	de -6 à +6	70€
2280660 : verre blanc 2282793 : verre blanc 2263459 : verre teinté 2265330 : verre teinté			de -6,25 à -10 ou de +6,25 à +10	85€
2235776 : verre blanc 2295896 : verre teinté			< à -10 ou > à +10	85€
2259966 : verre blanc 2226412 : verre teinté		Cylindre < à 4	de -6 à +6	70€
2284527 : verre blanc 2254868 : verre teinté			< à -6 et > à +6	85€
2212976 : verre blanc 2252668 : verre teinté		Cylindre > à 4	de -6 à +6	85€
2288519 : verre blanc 2299523 : verre teinté			< à -6 et > à +6	85€
2290396 : verre blanc 2291183 : verre teinté	MULTIFOCAUX	Sphérique	de -4 à +4	110€
2245384 : verre blanc 2295198 : verre teinté			< à -4 ou > à +4	140€
2227038 : verre blanc 2299180 : verre teinté		Tout Cylindre	de -8 à +8	110€
2202239 : verre blanc 2252042 : verre teinté			< à -8 ou > à +8	140 €

Enfant (<18 ans) Code LPP	UNIFOCAUX / MULTIFOCAUX	Avec/Sans Cylindre	SPHERE	Montant en € par verre
2261874 : verre blanc 2242457 : verre teinté	UNIFOCAUX	Sphérique	de -6 à +6	70€
2243540 : verre blanc 2297441 : verre teinté 2243304 : verre blanc 2291088 : verre teinté			de -6,25 à -10 ou de +6,25 à +10	85€
2273854 : verre blanc 2248320 : verre teinté			< à -10 ou > à +10	85€
2200393 : verre blanc 2270413 : verre teinté		Cylindre < à 4	de -6 à +6	70€
2283953 : verre blanc 2219381 : verre teinté			< à -6 et > à +6	85€
2238941 : verre blanc 2268385 : verre teinté		Cylindre > à 4	de -6 à +6	85€
2245036 : verre blanc 2206800 : verre teinté			< à -6 et > à +6	85€
2259245 : verre blanc 2264045 : verre teinté	MULTIFOCAUX	Sphérique	de -4 à +4	110€
2238792 : verre blanc 2202452 : verre teinté			< à -4 ou > à +4	140€
2240671 : verre blanc 2282221 : verre teinté		Tout Cylindre	de -8 à +8	110€
2234239 : verre blanc 2259660 : verre teinté			< à -8 ou > à +8	140 €

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le 1^{er} juillet 2017.

Article 3

Dépôt. – Extension

Le présent avenant fera l'objet des mesures de dépôt prévues par les articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent avenant. La confédération nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie, 64, rue de Caumartin, 75009 Paris est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 3 juillet 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3224

Convention collective nationale
IDCC : 1286. – **CONFISERIE, CHOCOLATERIE, BISCUITERIE**
(Détaillants et détaillants-fabricants)

AVENANT N° 11 *BIS* DU 3 JUILLET 2018
À L'AVENANT N° 15 DU 3 SEPTEMBRE 2008
RELATIF AU REMBOURSEMENT COMPLÉMENTAIRE DE FRAIS DE SOINS DE SANTÉ
NOR : ASET1851050M
IDCC : 1286

Entre :

CNDC,

D'une part, et

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification du tableau des prestations garanties par le régime de remboursement complémentaire de frais de soins de santé.

Sont modifiés les postes suivants :

- généralistes ;
- actes de chirurgie (ADC), actes techniques médicaux (ATM) ;
- prothèses auditives ;
- orthopédie et autres prothèses ;
- optique (clause de renouvellement de l'équipement).

Sont couverts selon les conditions du régime conventionnel tous les actes et frais de soins de santé, ayant fait l'objet d'un remboursement et d'un décompte individuel sécurité sociale, relevant des postes de garanties détaillées ci-dessous.

Pendant la période de garantie, les exclusions et les limitations de garanties ne s'appliquent pas lorsqu'elles ont pour effet d'empêcher les prises en charge minimales prévues à l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

(Voir tableaux pages suivantes.)

POSTES	NIVEAUX DE COUVERTURE Y COMPRIS LES PRESTATIONS DU REGIME DE BASE SECURITE SOCIALE ET/OU D'EVENUELS ORGANISMES COMPLEMENTAIRES
Hospitalisation Médicale et Chirurgicale et Maternité	
• Frais de séjour	200% de la BR
• Honoraires : Actes de Chirurgie (ADC), Actes d'anesthésie (ADA), Autres honoraires	235% BR Médecins adhérents au DPTM (*) 200% BR Médecins NON adhérents au DPTM (*)
• Chambre particulière en secteur conventionné	60€ par jour limité à 20 jours par année civile
• Forfait hospitalier engagé	100% des frais réels dans la limite de la législation en vigueur
• Frais d'accompagnement (enfant à charge de moins de 16 ans sur présentation d'un justificatif)	25€ par jour limité à 20 jours par année civile
• Transport (accepté par la SS)	100% de la BR
Actes médicaux	
• Généralistes	170% BR Médecins adhérents au DPTM (*) 150% BR Médecins NON adhérents au DPTM (*)
• Spécialistes	200% BR Médecins adhérents au DPTM (*) 170% BR Médecins NON adhérents au DPTM (*)
Actes de chirurgie (ADC), actes techniques médicaux (ATM)	170% BR Médecins adhérents au DPTM (*) 150% BR Médecins NON adhérents au DPTM (*)
• Actes d'imagerie médicale (ADI), Actes d'échographie (ADE)	135% BR Médecins adhérents au DPTM (*) 100% BR Médecins NON adhérents au DPTM (*)
• Auxiliaires médicaux	100% de la BR
• Analyses	100% de la BR
Actes médicaux non remboursés Ss	
• Chirurgie réfractive (les 2 yeux)	Crédit de 800€ par bénéficiaire et par année civile
Pharmacie (acceptée SS)	
• Pharmacie (acceptée SS)	100% du TFR
Dentaire (**)	
• Soins dentaires	100% de la BR
• Inlay simple et onlay	360% de la BR
• Prothèses dentaires remboursées par la SS	360% de la BR
• Inlay core et inlay à clavettes	220% de la BR
• Prothèses dentaires non remboursées par la SS (1)	250% de la BR
• Orthodontie acceptée par la SS	300% de la BR
• Orthodontie refusée par la SS	200% de la BR

Actes dentaires hors nomenclature	
• Parodontologie	Crédit de 200€ par bénéficiaire et par année civile
• Implants dentaires (2)	Forfait de 800€ par bénéficiaire et par année civile (Limité à 2 implants/an)
Prothèses non dentaires (acceptées par la SS)	
• Prothèses auditives	100% de la BR + Crédit de 600€ par bénéficiaire par année civile
• Orthopédie et autres prothèses	100% de la BR + Crédit de 600€ par bénéficiaire par année civile
Optique (***)	
Monture + verres	Cette garantie prévoit une prise en charge limitée à un équipement composé de deux verres et d'une monture par période de deux ans. Pour l'appréciation de la période de deux ans permettant un renouvellement, le point de départ est fixé à la date d'acquisition d'un équipement optique (ou du premier élément de l'équipement dans l'hypothèse d'un remboursement demandé en deux temps). Cette période est réduite à un an pour les frais exposés pour l'acquisition d'un équipement pour un mineur ou en cas de renouvellement de l'équipement justifié par une évolution de la vue (3).
• Monture	RSS + Forfait de 100€
• Verres unifocaux simples	RSS + Forfait de 70€ par verre
• Verres unifocaux complexes	RSS + Forfait de 95€ par verre
• Verres multifocaux ou progressifs simples	RSS + Forfait de 110€ par verre
• Verres multifocaux ou progressifs complexes	RSS + Forfait de 180€ par verre
• Lentilles acceptées par la SS	RSS + Crédit de 220€ par bénéficiaire et par année civile
• Lentilles refusées par la SS (y compris lentilles jetables)	Crédit de 220€ par bénéficiaire et par année civile
Maternité	
• Forfait par enfant déclaré	100 €
Actes hors nomenclature	
• Acupuncture, • chiropractie • ostéopathie • Shiatsu • Etiopathie (intervention par des praticiens inscrits auprès d'une association agréée)	Prise en charge de 50€ par consultation avec un maximum de 4 prises en charge par année civile.
Prévention (décret 2005-1226 du 29 septembre 2005 et de ses arrêtés subséquents)	
<ul style="list-style-type: none"> • Scellement prophylactique des puits, sillons et fissures (SC8), sous réserve que l'acte soit effectué sur les premières et deuxièmes molaires permanentes, qu'il n'intervienne qu'une fois par dent et qu'il soit réalisé en cas de risque carieux et avant le quatorzième anniversaire. • Détartrage annuel complet sur et sous gingival effectué en 2 séances maximum (SC12) • Bilan du langage oral et/ou bilan d'aptitudes à l'acquisition du langage écrit (AM024), à condition qu'il s'agisse d'un premier bilan réalisé chez un enfant de moins de quatorze ans. • Dépistage de l'hépatite B (codes NABM 4713, 4714, 0323, 0351). 	

<ul style="list-style-type: none"> • Dépistage une fois tous les 5 ans des troubles de l'audition chez les personnes âgées de plus de 50 ans pour un des actes suivants : <ul style="list-style-type: none"> - audiométrie tonale ou vocale (CDQP010), - audiométrie tonale avec tympanométrie (CDQP015), - audiométrie vocale dans le bruit (CDQP011), - audiométrie tonale et vocale (CDQP012), - audiométrie tonale et vocale tympanométrie (CDQP002). • L'acte d'ostéodensitométrie remboursable par l'assurance maladie obligatoire ; sans préjudice des conditions d'inscription de l'acte sur la liste mentionnée à l'article L. 162-1-7, la prise en charge au titre du présent arrêté est limitée aux femmes de plus de 50 ans, une fois tous les 6 ans. • Les vaccinations suivantes, seules ou combinées : <ul style="list-style-type: none"> - Vaccination diphtérie, tétanos et poliomyélite quel que soit l'âge, - Vaccination de la coqueluche et de l'hépatite B avant 14 ans, - Vaccination du BCG avant 6 ans, - Vaccination de la rubéole pour les adolescentes qui n'ont pas été vaccinées et pour les femmes non immunisées désirant un enfant, - Vaccination de l'Haemophilus influenzae B, - Vaccination contre les infections invasives à pneumocoques pour les enfants de moins de dix-huit mois. 	100% de la BR
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------

BR = base de remboursement de la Sécurité Sociale

TFR = tarif forfaitaire de responsabilité

RSS = Remboursement Sécurité Sociale

FR : Frais réel engagés par l'assuré

(*) DPTM : Dispositif de Pratique tarifaire Maîtrisée :

- CAS (contrat d'accès aux soins),
- OPTAM (option pratique tarifaire maîtrisée)
- OPTAM-CO (option pratique tarifaire maîtrisée chirurgie et obstétrique).

(**) Détail du poste dentaire :

(1) La garantie prothèse dentaire non remboursée comprend les actes suivants :

- Couronnes dentaires : HBLD038, HBLD036, à l'exclusion des couronnes ou dents à tenon préfabriquées, couronnes ou dents à tenon provisoires, couronnes à recouvrement partiel.
- Prothèses supra implantaires : HBLD132, HBLD492, HBLD118, HBLD199, HBLD240, HBLD236, HBLD217, HBLD171.
- Bridges : HBLD040, HBLD043, HBLD033, HBLD023, et les actes annexes s'y rapportant : HBMD490, HBMD342, HBMD082, HBMD479, HBMD433, HBMD072, HBMD081, HBMD087, à l'exclusion des prothèses dentaires sur dents temporaires, prothèses dentaires ou dents à tenon préfabriquées, prothèses dentaires ou dents à tenon provisoires, les piliers de bridge à recouvrement partiel.

(2) La garantie implantologie non remboursée comprend la pose d'un implant à l'exclusion de tout acte annexe (scanner, pilier, couronne).

(3) La période de renouvellement de l'équipement pour les adultes est réduite à un an en cas de renouvellement justifié par une évolution de la vue.

La justification de l'évolution de la vue se fonde soit sur la présentation d'une nouvelle prescription médicale portant une correction différente de la précédente, soit sur la présentation de la prescription initiale comportant les mentions portées par l'opticien en application de l'art. R.165 – 1 du code de la Sécurité sociale. La nouvelle correction doit être comparée à celle du dernier équipement ayant fait l'objet d'un remboursement par l'assureur.

(***) Détail du poste optique :

Adulte (> ou = 18 ans) Code LPP	UNIFOCAUX / MULTIFOCAUX	Avec/Sans Cylindre	SPHERE	Montant en € par verre
2203240 : verre blanc 2287916 : verre teinté	UNIFOCAUX	Sphérique	de -6 à +6	70€
2280660 : verre blanc 2282793 : verre blanc 2263459 : verre teinté 2265330 : verre teinté			de -6,25 à -10 ou de +6,25 à +10	95€
2235776 : verre blanc 2295896 : verre teinté			< à -10 ou > à +10	95€
2259966 : verre blanc 2226412 : verre teinté		Cylindre < à 4	de -6 à +6	70€
2284527 : verre blanc 2254868 : verre teinté			< à -6 et > à +6	95€
2212976 : verre blanc 2252668 : verre teinté		Cylindre > à 4	de -6 à +6	95€
2288519 : verre blanc 2299523 : verre teinté			< à -6 et > à +6	95€
2290396 : verre blanc 2291183 : verre teinté	MULTIFOCAUX	Sphérique	de -4 à +4	110€
2245384 : verre blanc 2295198 : verre teinté			< à -4 ou > à +4	180€
2227038 : verre blanc 2299180 : verre teinté		Tout Cylindre	de -8 à +8	110€
2202239 : verre blanc 2252042 : verre teinté			< à -8 ou > à +8	180€

Enfant (<18 ans) Code LPP	UNIFOCAUX / MULTIFOCAUX	Avec/Sans Cylindre	SPHERE	Montant en € par verre
2261874 : verre blanc 2242457 : verre teinté	UNIFOCAUX	Sphérique	de -6 à +6	70€
2243540 : verre blanc 2297441 : verre teinté 2243304 : verre blanc 2291088 : verre teinté			de -6,25 à -10 ou de +6,25 à +10	95€
2273854 : verre blanc 2248320 : verre teinté			< à -10 ou > à +10	95€
2200393 : verre blanc 2270413 : verre teinté		Cylindre < à 4	de -6 à +6	70€
2283953 : verre blanc 2219381 : verre teinté			< à -6 et > à +6	95€
2238941 : verre blanc 2268385 : verre teinté		Cylindre > à 4	de -6 à +6	95€
2245036 : verre blanc 2206800 : verre teinté			< à -6 et > à +6	95€
2259245 : verre blanc 2264045 : verre teinté	MULTIFOCAUX	Sphérique	de -4 à +4	110€
2238792 : verre blanc 2202452 : verre teinté			< à -4 ou > à +4	180€
2240671 : verre blanc 2282221 : verre teinté		Tout Cylindre	de -8 à +8	110€
2234239 : verre blanc 2259660 : verre teinté			< à -8 ou > à +8	180€

Pour toutes les dispositions ci-dessus, l'annualité est appréciée par année civile. La part non consommée une année n'est pas reportée l'année suivante.

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le 1^{er} juillet 2018.

Article 3

Dépôt. – Extension

Le présent avenant fera l'objet des mesures de dépôt prévues par les articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent avenant. La confédération nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie, 64, rue de Caumartin, 75009 Paris est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 3 juillet 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3255

Convention collective nationale
IDCC : 1619. – CABINETS DENTAIRES

ADHÉSION PAR LETTRE DU 9 JUILLET 2018
DE L'UNSA SANTÉ ET SOCIAUX
À L'ENSEMBLE DES ACCORDS ATTACHÉS À LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1851042M
IDCC : 1619

Paris, le 9 juillet 2018.

Monsieur le directeur,

Par la présente, la fédération UNSA santé et sociaux public et privé, déclarée le 25 mars 2002, vous fait part de son adhésion à l'ensemble des accords qui sont attachés à la convention collective nationale des cabinets dentaires (IDCC 1619) du 17 janvier 1992 ainsi qu'à l'ensemble de leurs avenants.

Dont :

- l'accord de branche pour le paritarisme et le financement de la négociation collective dans les cabinets dentaires libéraux du 16 mars 2017.

Vous remerciant de votre attention, nous vous prions d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de notre parfaite considération.

Secrétaire nationale.
Fédération UNSA Santé et Sociaux.

Accord professionnel
HOSPITALISATION PRIVÉE

AVENANT DU 12 JUIN 2018
À L'ACCORD DE BRANCHE DU 8 DÉCEMBRE 2015
RELATIF AU FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1851018M

Entre :

SYNERPA ;

FHP,

D'une part, et

FSS CFDT ;

FSPSS FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux, par le présent avenant, ont souhaité sécuriser l'application des dispositions financières prévues par l'annexe 2 de l'accord du 8 décembre 2015, relatif à la mise en œuvre de la formation professionnelle tout au long de la vie. L'objectif est d'assurer le versement des contributions dues au titre de la formation professionnelle, pour couvrir l'engagement des actions de formation réalisées durant l'année 2018. Ils considèrent en effet que l'annexe 2 précitée répondait bien à cet objectif.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application du présent avenant est celui dans le titre I^{er} de l'accord du 8 décembre 2015.

Article 2

*Versement de l'effort supplémentaire au développement
de la formation professionnelle exigible en 2019*

Les parties au présent avenant confirment leur volonté exprimée dans le titre IV de l'annexe 2 de l'accord précité, que l'effort supplémentaire au développement de la formation professionnelle de 0,4 %, appelé sur la masse salariale brute 2018, s'applique à la contribution versée au 28 février 2019 afin de satisfaire à l'objectif rappelé en préambule au présent avenant.

Article 3

Durée. – Date d'effet

Le présent avenant prendra effet dès sa signature, sous réserve du délai d'opposition prévu par l'article L. 2232-6 du code du travail. Il est conclu pour une durée déterminée, soit jusqu'au 28 février 2019 inclus, date à laquelle il cessera de produire effet.

Article 4

Extension et dépôt

L'extension du présent avenant sera demandée par la partie la plus diligente, conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail.

Dès lors qu'il n'aura fait l'objet d'aucune opposition régulièrement exercée, il fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Le présent avenant est fait en nombre suffisant pour remise à chacun des signataires plus les exemplaires destinés au dépôt légal.

Fait à Paris, le 12 juin 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3215

Convention collective nationale

IDCC : 1267. – PÂTISSERIE

AVENANT N° 87 DU 15 NOVEMBRE 2017
RELATIF AU RÉGIME DE FRAIS DE SOINS DE SANTÉ

NOR : ASET1851057M

IDCC : 1267

Entre :

CNAPCCGTE,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FGA CFDT ;

FNAF CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les représentants professionnels et les organisations syndicales de salariés soussignées décident de faire évoluer le régime complémentaire de frais de soins de santé afin d'être en conformité :

- avec l'article 77 de la LFSS 2017 modifiant l'article L. 871-1 du CSS : la notion de « contrat d'accès aux soins » (CAS) est remplacée par une dénomination générique faisant référence aux « dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée » prévue par la convention médicale signée le 25 août 2016 ;
- avec les dispositions du décret n° 2017-372 du 21 mars 2017 relatif à l'application de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties aux personnes assurées contre certains risques.

L'article 4 de la loi du 31 décembre 1989 impose aux organismes assureurs d'organiser les modalités de maintien de la complémentaire santé, afin de permettre aux anciens salariés bénéficiaires d'une garantie collective de conserver leur couverture complémentaire à un tarif encadré. L'article 1^{er} du décret du 30 août 1990 prévoyait que les tarifs ne pouvaient être supérieurs de plus de 50 % aux tarifs globaux applicables aux salariés actifs. Le décret n° 2017-372 du 21 mars 2017 modifie cette tarification en organisant un plafonnement progressif des tarifs, échelonné sur 3 ans.

Le présent avenant a pour objet de :

- mettre en conformité, le tableau des garanties frais de soins de santé décrit dans l'article 57 de la convention collective nationale de la pâtisserie : la notion de « CAS est remplacée par « DPTM (dispositif de pratique tarifaire maîtrisée) ;
- modifier partiellement l'article 61 « cessation des garanties » de la convention collective nationale de la pâtisserie.

Article 1^{er}

Modification de l'article 57 « Garanties »

À effet du 1^{er} octobre 2017, le tableau des garanties visé à l'article 57 est supprimé et remplacé par le tableau ci-après :

(Voir tableaux pages suivantes.)

NATURE DES FRAIS	NIVEAUX D'INDEMNISATION Y COMPRIS LES PRESTATIONS VERSEES PAR LA SECURITE SOCIALE (1)	
	CONVENTIONNÉ	NON CONVENTIONNÉ
Hospitalisation médicale, chirurgicale et maternité		
Frais de séjour	250% BR	
Forfait hospitalier engagé	100 % FR limité au forfait réglementaire en vigueur	
Actes de chirurgie (ADC), actes d'anesthésie (ADA), autres honoraires	300% BR Médecins adhérents au DPTM(*) 200% BR Médecins NON adhérents au DPTM (*)	
Chambre particulière (2)	80€ par jour	
Frais d'accompagnement d'un enfant à charge de moins de 16 ans (sur présentation d'un justificatif)	25€ par jour	
Transport remboursé SS	100% BR	
Actes médicaux		
Généralistes (consultations et visites)	200% BR Médecins adhérent au DPTM(*) 130% BR Médecins NON adhérents au DPTM(*)	
Spécialistes (consultations et visites)	250% BR Médecins adhérent au DPTM(*) 200% BR Médecins NON adhérents au DPTM(*)	
Actes de chirurgie (ADC), actes techniques médicaux (ATM)	200% BR Médecins adhérent au DPTM(*) 150% BR Médecins NON adhérents au DPTM(*)	
Actes d'imagerie médicale (ADI), actes d'échographie (ADE)	200% BR Médecins adhérent au DPTM(*) 150% BR Médecins NON adhérents au DPTM(*)	
Auxiliaires médicaux	110% BR	
Analyses	110% BR	
Actes médicaux non remboursé SS		
Densitométrie osseuse	Crédit de 80,00 euros par année civile	
Chirurgie réfractive (Myopie, hypermétropie, astigmatisme, presbytie)	Crédit de 1 500,00 euros par année civile	
Médecines douces non remboursée SS		
Acupuncture, chiropractie, ostéopathie et phytothérapie (si intervention dans le cadre de praticien inscrit auprès d'une association agréée)	45,00 euros par acte limité à 4 actes par année civile	
Pharmacie remboursée SS		
Pharmacie	100% BR	
Pharmacie non remboursée SS et médecine hors nomenclature		
Vaccins anti-grippe	100% de la BR à titre d'acte de prévention (voir (4))	
Sevrage tabagique	Crédit de 80,00 € par année civile	
Contraception prescrite	Crédit de 80,00 euros par année civile	

Appareillages remboursés SS	
Prothèses auditives	100% BR + Crédit de 1200,00 euros par année civile
Orthopédie	100% BR + Crédit de 600,00 euros par année civile
Autres prothèses médicales (hors appareillages dentaires et auditifs)	100% BR + Crédit de 600,00 euros par année civile
Dentaire remboursé SS	
Soins dentaires (hors inlay simple, onlay)	100% BR
Inlay simple, Onlay	420% BR
Prothèses dentaires	420% BR
Inlay core et inlay à clavettes	330% BR
Orthodontie	250% BR
Dentaire non remboursé SS	
Parodontologie	Crédit de 200,00 euros par année civile
Prothèses dentaires (3)	300% BR
Implants dentaires (4)	Forfait de 1000,00 euros par implant, limité à 3 implants par année civile
Orthodontie	300% BR
Optique	
<p>Conformément au décret n° 2014-1374 du 18 novembre 2014 et sauf en cas d'évolution de la vue médicalement constatée*, le remboursement du renouvellement d'un équipement optique, composé de deux verres et d'une monture, n'est possible qu'au-delà d'un délai de 12 mois pour les mineurs et de 24 mois pour les adultes suivant l'acquisition du précédent équipement.</p> <p>Lorsque l'assuré effectue des demandes de remboursement de son équipement en deux temps (d'une part la monture d'autre part les verres), la période pendant laquelle un équipement optique peut être remboursé est identique.</p> <p>*La période de renouvellement de l'équipement pour les adultes est réduite à un an en cas de renouvellement justifié par une évolution de la vue. La justification de l'évolution de la vue se fonde soit sur la présentation d'une nouvelle prescription médicale portant une correction différente de la précédente, soit sur la présentation de la prescription initiale comportant les mentions portées par l'opticien en application de l'art. R.165-1 du code SS. La nouvelle correction doit être comparée à celle du dernier équipement ayant fait l'objet d'un remboursement par l'assureur.</p>	
Monture	RSS + 150,00 euros
Verres (5)	RSS + Montants indiqués dans les tableaux ci-après en fonction des types de verre
Lentilles acceptées par la SS	100% BR + Crédit de 200,00 euros par année civile
Lentilles refusées par la SS (y compris lentilles jetables)	Crédit de 200,00 euros par année civile
Cure thermique remboursée SS	
Frais de traitement et honoraires	100% BR
Frais de voyage et hébergement	Forfait de 250,00 euros
Maternité et adoption	
Naissance déclarée	Forfait de 300,00 euros par enfant
Fécondation in vitro	Crédit de 300,00 euros par année civile
Actes de prévention conformément aux dispositions de l'arrêté du 8 juin 2006.	
Ensemble des actes de prévention (6)	100% BR

ABRÉVIATIONS :

SS : Sécurité sociale ; RSS : Remboursement Sécurité Sociale = Montant remboursé par l'assurance maladie obligatoire et calculé par application du taux de remboursement légal en vigueur à la base de remboursement ; FR : Frais réels engagés par l'assuré ; BR : Base de remboursement retenue par l'assurance maladie obligatoire pour déterminer le montant de son remboursement.

(*) DPTM : Dispositif de Pratique tarifaire Maîtrisée :

- CAS (contrat d'accès aux soins),
- OPTAM (option pratique tarifaire maîtrisée)
- OPTAM-CO (option pratique tarifaire maîtrisée chirurgie et obstétrique).

- (1) Dans la limite des frais réels dûment justifiés engagés par le bénéficiaire
- (2) Dans la limite de soixante (60) jours en hospitalisation médicale ou chirurgicale, et de quatre-vingt-dix (90) jours par année civile en maison de repos, de convalescence ou d'accueil spécialisé pour handicapés en secteur psychiatrique. En secteur non conventionné, les tarifs sont reconstitués sur la base du tarif de convention ou prix unitaire selon la nomenclature Sécurité sociale des actes.
- (3) La garantie prothèse dentaire non remboursée comprend les actes suivants :
 - Couronnes dentaires : HBLD038, HBLD036, à l'exclusion des couronnes ou dents à tenon préfabriquées, couronnes ou dents à tenon provisoires, couronnes à recouvrement partiel.
 - Prothèses supra implantaires: HBLD132, HBLD492, HBLD118, HBLD199, HBLD240, HBLD236, HBLD217, HBLD171.
 - Bridges : HBLD040, HBLD043, HBLD033, HBLD023, et les actes annexes s'y rapportant : HBMD490, HBMD342, HBMD082, HBMD479, HBMD433, HBMD072, HBMD081, HBMD087, à l'exclusion des prothèses dentaires sur dents temporaires, prothèses dentaires ou dents à tenon préfabriquées, prothèses dentaires ou dents à tenon provisoires, les piliers de bridge à recouvrement partiel.
- (4) La garantie implantologie non remboursée comprend la pose d'un implant à l'exclusion de tout acte annexe (scanner, pilier, couronne).
- (5) Grille Optique :

Adulte (> ou = 18 ans) Code LPP	UNIFOCAUX / MULTIFOCAUX	Avec/Sans Cylindre	SPHERE	Montant en € par verre
2203240 : verre blanc 2287916 : verre teinté	UNIFOCAUX	Sphérique	de -6 à +6	90 €
2280660 : verre blanc 2282793 : verre blanc 2263459 : verre teinté 2265330 : verre teinté			de -6,25 à -10 ou de +6,25 à +10	150 €
2235776 : verre blanc 2295896 : verre teinté			< à -10 ou > à +10	150 €
2259966 : verre blanc 2226412 : verre teinté		Cylindre < à 4	de -6 à +6	90 €
2284527 : verre blanc 2254868 : verre teinté			< à -6 et > à +6	150 €
2212976 : verre blanc 2252668 : verre teinté		Cylindre > à 4	de -6 à +6	150 €
2288519 : verre blanc 2299523 : verre teinté			< à -6 et > à +6	150 €
2290396 : verre blanc 2291183 : verre teinté	MULTIFOCAUX	Sphérique	de -4 à +4	200 €
2245384 : verre blanc 2295198 : verre teinté			< à - 4 ou > à +4	320 €
2227038 : verre blanc 2299180 : verre teinté		Tout Cylindre	de - 8 à +8	200 €
2202239 : verre blanc 2252042 : verre teinté			< à -8 ou > à +8	320 €
Enfant (<18 ans) Code LPP	UNIFOCAUX / MULTIFOCAUX	Avec/Sans Cylindre	SPHERE	Montant en € par verre
2261874 : verre blanc 2242457 : verre teinté	UNIFOCAUX	Sphérique	de -6 à +6	90 €
2243540 : verre blanc 2297441 : verre teinté 2243304 : verre blanc 2291088 : verre teinté			de -6,25 à -10 ou de +6,25 à +10	150 €
2273854 : verre blanc 2248320 : verre teinté			< à -10 ou > à +10	150 €
2200393 : verre blanc 2270413 : verre teinté		Cylindre < à 4	de -6 à +6	90 €
2283953 : verre blanc 2219381 : verre teinté			< à -6 et > à +6	150 €
2238941 : verre blanc 2268385 : verre teinté		Cylindre > à 4	de -6 à +6	150 €
2245036 : verre blanc 2206800 : verre teinté			< à -6 et > à +6	150 €
2259245 : verre blanc 2264045 : verre teinté	MULTIFOCAUX	Sphérique	de -4 à +4	200 €
2238792 : verre blanc 2202452 : verre teinté			< à - 4 ou > à +4	300 €
2240671 : verre blanc 2282221 : verre teinté		Tout Cylindre	de - 8 à +8	200 €
2234239 : verre blanc 2259660 : verre teinté			< à -8 ou > à +8	300

- (6) Scellement prophylactique des puits, sillons et fissures, sous réserve que l'acte soit effectué sur les première et deuxième molaires permanentes, qu'il n'intervienne qu'une fois par dent et qu'il soit réalisé en cas de risques carieux et avant 14 ans
- Détartrage annuel complet sus et sous-gingival, effectué en 2 séances maximum
 - Premier bilan du langage oral et/ou bilan d'aptitudes à l'acquisition du langage écrit pour un enfant de moins de 14 ans
 - Dépistage de l'hépatite B
 - Dépistage une fois tous les cinq ans des troubles de l'audition chez les personnes âgées de plus de 50 ans pour un des actes suivants :
 - a) Audiométrie tonale ou vocale ;
 - b) Audiométrie tonale avec tympanométrie ;
 - c) Audiométrie vocale dans le bruit ;
 - d) Audiométrie tonale et vocale ;
 - e) Audiométrie tonale et vocale avec tympanométrie
 - Ostéodensitométrie prise en charge par l'assurance maladie obligatoire, pour les femmes de plus de 50 ans, une fois tous les 6 ans
 - Vaccinations suivantes, seules ou combinées : a) Diphtérie, tétanos et poliomyélite : tous âges ; b) Coqueluche : avant 14 ans ; c) Hépatite B : avant 14 ans ; d) BCG : avant 6 ans ; e) Rubéole pour les adolescentes qui n'ont pas été vaccinées et pour les femmes non immunisées désirant un enfant ; f) Haemophilus influenzae B - infections à l'origine de la méningite de l'enfant ; g) Vaccination contre les infections invasives à pneumocoques pour les enfants de moins de 18 mois.

Pour toutes les dispositions ci-dessus, l'annualité est appréciée par année civile. La part non consommée une année n'est pas reportée l'année suivante.

Article 2

Modification de l'article 61 « Cessation des garanties »

À effet du 1^{er} juillet 2017, les dispositions de l'article 61 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour le salarié, la garantie cesse d'être accordée à l'expiration du mois au cours duquel prend fin le contrat de travail qui lie le salarié à l'entreprise ou, en cas de maintien des droits au titre de l'article 60 ci-dessus, le dernier jour du mois au cours duquel le bénéficiaire cesse d'être garanti.

À titre exceptionnel et à condition que la totalité des cotisations mensuelles afférentes à la période de couverture ait été acquittée, la garantie peut être maintenue jusqu'à la fin du trimestre au cours duquel prend fin le contrat de travail.

Les anciens salariés bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pension de retraite ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement disposent d'un délai de 6 mois à compter de la cessation de leur contrat de travail, ou, le cas échéant, dans les 6 mois à compter de la fin de la période de portabilité visée par l'article 60 ci-dessus, pour demander à bénéficier du maintien de la garantie. La garantie prendra alors effet au plus tôt le lendemain de la cessation du contrat de travail ou, le cas échéant, au plus tôt à l'issue de la période de prise en charge au titre du dispositif de portabilité.

Afin de garantir une solidarité entre salariés et anciens salariés, notamment une solidarité intergénérationnelle par la mutualisation des cotisations des anciens salariés avec celles des salariés actifs, la cotisation des anciens salariés est fixée comme suit :

- la première année, la cotisation est égale à la cotisation (part patronale et salariale) dont ils s'acquittaient lorsqu'ils étaient en activité (définie à l'article 62 de la convention collective nationale de la pâtisserie) ;
- la deuxième année, la cotisation est fixée à 125 % de la cotisation des salariés actifs ;
- la troisième année, la cotisation est fixée à 150 % de la cotisation des salariés actifs.

Article 3

Dépôt. – Extension

Le présent avenant est établi en vertu des dispositions du code du travail relatives à « la négociation collective – les conventions et accords collectifs du travail » (livre deuxième de la partie II).

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique, l'extension du présent avenant en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

La confédération nationale des artisans pâtissiers chocolatiers, confiseurs glacières, traiteurs de France, 31, rue Marius-Aufan, 92309 Levallois-Perret Cedex se charge des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 15 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3215

Convention collective nationale
IDCC : 1267. – PÂTISSERIE

AVENANT N° 88 DU 15 NOVEMBRE 2017

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1851058M

IDCC : 1267

Entre :

CNAPCCGTF,

D'une part, et

FGA CFDT ;

FNAF CGT ;

CSFV CFTC Bretagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les représentants de l'organisation patronale et des organisations syndicales de salariés soussignées réunies en commission paritaire décident :

- d'améliorer les prestations du régime de prévoyance décrites à l'article 47 de la convention collective nationale de la pâtisserie relatif à la garantie « rente éducation » sans modification corrélative des cotisations ;
- d'augmenter la cotisation destinée au fonds de remboursement des Indemnités de départ à la retraite basées sur une ancienneté dans la profession (articles 23 et 24 de la convention collective).

Article 1^{er}

Modification de l'article 47 « Rente éducation »

Pour tout décès, toute invalidité de 3^e catégorie ou incapacité permanente professionnelle d'un taux de 100 % (État d'IAD – Invalidité absolue et définitive) d'un salarié survenant à compter du 1^{er} janvier 2018, il est convenu ce qui suit :

Les termes ;

- « – jusqu'au 16^e anniversaire du bénéficiaire : 10 % du salaire brut de référence (*) ;
- du 16^e au 19^e anniversaire du bénéficiaire : 12 % du salaire de référence (*) ;
- du 19^e au 26^e anniversaire du bénéficiaire : 12 % du salaire de référence (*) ».

Sont supprimés et remplacés par les termes :

- « – jusqu'au 19^e anniversaire du bénéficiaire : 12 % du salaire brut de référence (*) ;
- du 19^e au 26^e anniversaire du bénéficiaire : 15 % du salaire de référence (*) ».

(*) Le salaire annuel de référence servant de base au calcul des prestations est égal à 12 fois le salaire mensuel brut qu'aurait perçu l'intéressé s'il avait normalement poursuivi son activité, pris en compte dans la limite de 4 fois le plafond annuel de la sécurité sociale. »

Tous les autres termes de l'article 47 sont inchangés.

Article 2

Modification de l'article 48.4 « Taux de cotisation »

1. Les tableaux détaillant les cotisations dues à compter du 1^{er} janvier 2018 sont les suivants. Ils se substituent aux tableaux antérieurs à cette date.

Personnel non cadre à partir du 1^{er} janvier 2018

GARANTIE	TAUX DE COTISATION TA – TB	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ
Décès/IAD	0,12 %	0,10 %	0,02 %
Incapacité de travail	0,19 %	0,14 %	0,05 %
Invalidité	0,32 %	0,28 %	0,04 %
Rente éducation OCIRP	0,05 %	0,04 %	0,01 %
Sous-total	0,68 %	0,56 %	0,12 %
Maintien de salaire	0,63 %	0,63 %	-
Indemnités de départ à la retraite	0,17 %	0,17 %	-
Total	1,48 %	1,36 %	0,12 %

Personnel cadre à partir du 1^{er} janvier 2018

GARANTIE	TAUX DE COTISATION		RÉPARTITION TA		RÉPARTITION TB	
	TA	TB	Employeur	Salariés	Employeur	Salariés
Décès/IAD	0,98 %	0,60 %	0,98 %	-	0,55 %	0,05 %
Incapacité de travail	0,19 %	0,31 %	0,19 %	-	0,22 %	0,09 %
Invalidité	0,28 %	0,37 %	0,28 %	-	0,32 %	0,05 %
Rente éducation OCIRP	0,05 %	0,05 %	0,05 %	-	0,04 %	0,01 %
Sous-total	1,50 %	1,33 %	1,50 %	-	1,13 %	0,20 %
Maintien de salaire	0,60 %	0,71 %	0,60 %	-	0,71 %	-
Indemnités de départ à la retraite	0,17 %	0,17 %	0,17 %	-	0,17 %	-
Total	2,27 %	2,21 %	2,27 %	0,00 %	2,04 %	0,20 %

1. Dans l'alinéa : « Reprise des prestations en cours de service à la date d'application de l'avenant n° 79 » :

Les termes : « à la date d'application de l'avenant n° 79 » sont supprimés.

Tous les autres termes de l'article 48.4 sont inchangés.

Article 3

Suppression de l'article 48.4.1 « Cotisation additionnelle comprise dans les cotisations définies à l'article 48.4 »

L'article 48.4.1 étant devenu sans objet, il est intégralement supprimé (numéro, titre et texte intégral) à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 4

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le 1^{er} janvier 2018.

Article 5

Dépôt. – Extension

Le présent avenant est établi en vertu des dispositions du code du travail relatives à « la négociation collective – les conventions et accords collectifs du travail » (livre 2^e de la partie II). Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique, l'extension du présent avenant en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

La confédération nationale des artisans pâtisseries chocolatiers, confiseurs glaciers, traiteurs de France, 31, rue Marius-Aufan, 92309 Levallois-Perret Cedex se charge des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 15 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3104

Convention collective nationale
IDCC : 176. – INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

ACCORD DU 15 MARS 2018
RELATIF À LA MÉTHODE DE RÉVISION DE LA CONVENTION COLLECTIVE
NOR : ASET1851053M
IDCC : 176

Entre :

LEEM,

D'une part, et

FNIC CGT ;

FCE CFDT ;

CMTE CFTC ;

CFE-CGC chimie ;

UFIC-UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Compte tenu de l'impact exceptionnel des ordonnances « Macron » sur le corpus des textes conventionnels applicables dans la branche, les partenaires sociaux souhaitent fixer la méthodologie de travail des discussions portant sur ce thème.

Article 1^{er}

Priorisation des thèmes de discussion

À l'occasion de la redéfinition de l'ordre public conventionnel telle que prévue par les ordonnances « Macron », les partenaires sociaux souhaitent prioriser les thèmes de discussion concernant les conditions d'emploi et de travail des salariés des entreprises du médicament. À ce titre, les parties signataires souhaitent débiter les discussions par :

- la prévention des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels énumérés à l'article L. 4161-1 du code du travail ;
- l'effectif à partir duquel les délégués syndicaux peuvent être désignés, le nombre et la valorisation de leur parcours syndical ;
- les primes pour travaux dangereux ou insalubres.

Elles se poursuivront par les thèmes suivants :

- les mesures relatives au contrat de travail à durée déterminée et au contrat de travail temporaire ;
- les mesures relatives au contrat à durée indéterminée de chantier ;
- les salaires minima hiérarchiques ;
- les classifications ;
- la mutualisation des fonds du paritarisme ;
- les garanties collectives complémentaires prévoyance et santé ;
- les mesures relatives à la durée du travail, à la répartition et à l'aménagement des horaires ;
- l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- les conditions et les durées de renouvellement de la période d'essai.

Les thèmes de l'insertion professionnelle et du maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés, et de la mutualisation des fonds de la formation professionnelle seront examinés ultérieurement au regard des réformes annoncées ou attendues.

Chacun des thèmes ci-dessus sera examiné dans sa globalité que les dispositions existantes figurent, ou non, dans les clauses générales de la convention collective ou dans les accords nationaux professionnels non intégrés.

Ces discussions impactant l'équilibre global de la convention collective nécessitent également l'examen des thèmes non listés ci-dessus.

Article 2

Calendrier prévisionnel des négociations

Il est rappelé que 7 réunions de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) sont fixées comme suit :

- 5 avril 2018 ;
- 24 mai 2018 ;
- 21 juin 2018 ;
- 5 juillet 2018 ;
- 20 septembre 2018 ;
- 18 octobre 2018 ;
- 15 novembre 2018.

Dans le cadre de ce calendrier, les thèmes de discussion seront mis à l'ordre du jour en fonction de la priorisation mentionnée à l'article 1^{er}.

Au regard de l'avancée des discussions, plusieurs thèmes peuvent être traités lors d'une même réunion. Ceux-ci seront précisés lors de la réunion précédente ainsi que dans la convocation à ladite réunion.

Article 3

Moyens spécifiques

Au vu de l'importance des discussions et en application de l'article 9 des clauses générales de la convention collective, les parties signataires s'accordent de porter à 7 membres la composition des délégations par organisation syndicale de salariés représentative dans la branche.

Article 4

Entrée en vigueur et durée

Le présent accord entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par les articles L. 2232-6 et suivants du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non signataires du présent accord.

Le présent accord est conclu pour la durée des négociations et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 5

Dépôt

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en 2 exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 15 mars 2018.

(Suivent les signatures.)

Accord professionnel
PROFESSIONS LIBÉRALES

AVENANT N° 1 DU 14 MAI 2018
À L'ACCORD DU 25 JUIN 2015 RELATIF
AU DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION ET À LA SÉCURISATION
DES PARCOURS PROFESSIONNELS DES SALARIÉS DES ENTREPRISES LIBÉRALES

(Étendu par arrêté du 3 juin 2016,
Journal officiel du 11 juin 2016)

NOR : ASET1851039M

Entre :

UNAPL,

D'une part, et

CGT ;

CFDT ;

FO ;

CFTC ;

CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux décident de modifier les dispositions de l'article 35 issues de l'accord susmentionné, traitant du financement de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications des professions libérales (OMPL).

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 35 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le financement des dépenses directement liées au fonctionnement de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications des professions libérales (OMPL) ne peut excéder le taux prévu pour les observatoires par l'arrêté relatif au plafonnement des frais de gestion et d'information et de frais de mission des organismes collecteurs agréés en application de l'article L. 6332-1 du code du travail. Celui-ci est plafonné au taux de la convention d'objectif et de moyen négocié avec la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), appliqué aux recettes de l'OPCA-PL- ACTALIANS, provenant du secteur d'activité des professions libérales, relatives :

- à la professionnalisation ;
- à toutes les sections financières du plan de formation, quelle que soit leur origine, légale ou conventionnelle ;
- au compte personnel de formation. »

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article L. 2222-4 du code du travail, le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3

La partie la plus diligente se charge des opérations de dépôt et de demande d'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 14 mai 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3173

Convention collective nationale
IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRIÉTÉ
ET SERVICES ASSOCIÉS

ACCORD DU 19 SEPTEMBRE 2018
RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DU DIALOGUE SOCIAL (ANNEXE V)

NOR : ASET1851055M
IDCC : 3043

Entre :

FEP ;

SNPRO,

D'une part, et

FS CFDT ;

FNPD CGT ;

FETS FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'accord porte l'ambition de renforcer les moyens des organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives afin de conforter la place et le rôle des partenaires sociaux.

Ainsi, les signataires du présent accord souhaitent modifier les modalités de prise en charge des frais de fonctionnement du dialogue social et simplifier le mécanisme de remboursement en annulant et remplaçant l'accord du 20 juin 1984 sur l'indemnisation des salariés participant aux réunions paritaires nationales, modifié par avenant du 27 février 1991, par les dispositions du présent accord.

Il est prévu le versement d'une dotation aux organisations syndicales représentatives de salariés afin de leur permettre, notamment, de prendre en charge directement les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement de leurs représentants aux réunions paritaires nationales.

Pour ce faire, une contribution annuelle patronale est mise en place et a également pour objet de renforcer l'information auprès des salariés et des chefs d'entreprises sur la convention collective nationale, sur les accords de branche et sur les dispositifs conventionnels existants, notamment en matière de prévention des risques, d'insertion, de formation et de qualification professionnelle (apprentissage, CQP...) et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés.

Les partenaires sociaux, en signant le présent accord, réaffirment ainsi la pertinence du dialogue social de branche visant la conclusion d'accords collectifs constitutifs d'un ensemble de règles com-

munes à toutes les entreprises de la branche et favorisant la régulation économique et sociale du secteur d'autant plus nécessaires du fait du transfert conventionnel (article 7 CCN).

Les parties signataires conviennent ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord collectif s'applique à tous les employeurs et salariés des entreprises et établissements exerçant sur le territoire français et ce quel que soit le pays d'établissement de l'employeur :

- une activité de nettoyage de locaux classée sous le code APE 81.2, y compris les activités de nettoyage à l'occasion de remises en état ;

et/ou

- une activité de nettoyage à domicile de moquettes, tapis, tentures et rideaux relevant du code APE 96.01 A.

En conséquence, sont exclus du champ d'application les établissements ou entreprises ayant pour activité principale :

- la désinfection, la désinsectisation et la dératisation ;
- le ramonage.

Article 2

Modalités de prise en charge des frais des délégations des organisations syndicales de salariés

Afin de simplifier la prise en charge des frais de transport, de restauration et d'hébergement des représentants des organisations syndicales de salariés représentatives participant aux réunions paritaires nationales, une dotation est versée, notamment à cet effet, au collège des organisations syndicales de salariés représentatives.

Cette dotation est nette des frais de collecte de cette contribution, pour le développement du dialogue social de branche et dont les modalités de répartition entre les organisations syndicales représentatives sont prévues à l'article 3.4 du présent accord.

En conséquence, les dispositions issues du présent article 2 annulent et remplacent les dispositions de l'accord du 20 juin 1984, modifié par avenant du 27 février 1991, relatif à l'indemnisation des salariés participant aux réunions paritaires nationales.

Il est rappelé que dans le cadre de l'article 2.1.3 « Commissions paritaires » de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, il est précisé que la présence des salariés aux commissions paritaires créées d'un commun accord par les organisations d'employeurs et de salariés de la profession ne saurait en aucun cas leur occasionner une perte de salaire, ce qui induit un maintien de la rémunération par les entreprises.

Article 3

Contribution patronale pour le développement du dialogue social de branche

Article 3.1

Objet

Une contribution annuelle patronale obligatoire est créée afin de permettre un meilleur fonctionnement du paritarisme et d'assurer la promotion et le développement d'un dialogue social de qualité dans la branche.

Pour permettre à la branche de conserver son rôle régulateur, il est nécessaire de maintenir une gestion paritaire de qualité, de conforter la place et le rôle des partenaires sociaux et de renforcer leur légitimité dans la création de normes par la négociation notamment dans un contexte de transfert conventionnel.

De même, les partenaires sociaux souhaitent développer les actions menées au niveau de la branche au bénéfice des salariés et des entreprises de la profession. Pour ce faire, la branche doit demeurer la structure de réflexion, d'anticipation et de conception des dispositions et dispositifs conventionnels.

La branche doit également renforcer ses actions d'information auprès des salariés et des chefs d'entreprises sur :

- la convention collective nationale et les accords de branche ;
- les dispositifs conventionnels existants notamment en matière de prévention des risques professionnels, d'insertion, de formation et de qualification professionnelle (apprentissage, CQP...) et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés.

Article 3.2

Montant

Le montant de la contribution patronale pour le développement du dialogue social de branche est fixé à 0,01 % de la masse salariale brute annuelle et servant de base au calcul des cotisations de sécurité sociale, calculée au 31 décembre de l'année précédente.

Cette contribution obligatoire, appelée annuellement, est à la charge des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés.

La contribution annuelle patronale pourra être recouvrée suivant les modalités arrêtées dans la convention de gestion à conclure entre l'association chargée de la gestion de cette contribution annuelle patronale et l'organisme collecteur choisi. À défaut, l'association visée à l'article 3.3 pourrait collecter ladite contribution patronale obligatoire annuelle.

La contribution est due pour l'année complète dès lors que l'entreprise est couverte par le présent accord au cours de l'année.

Article 3.3

Création d'une association de gestion et d'affectation de la contribution patronale pour le développement du dialogue social au sein de la branche

Afin de gérer et d'affecter les fonds résultant de la contribution annuelle patronale obligatoire pour le développement du dialogue social de la branche, de manière transparente, il est décidé de créer une association de gestion du dialogue social dans la propreté (AGDSP) dans le cadre des dispositions de la loi de 1901.

L'objet de cette association est de :

- gérer la contribution annuelle patronale obligatoire visée à l'article 3 du présent accord ;
- veiller à la répartition des fonds conformément aux règles visées à l'article 3.4 ;
- vérifier la conformité de l'utilisation des fonds.

L'association dénommée « AGDSP » se compose :

- de membres fondateurs représentatifs :
 - fédération des entreprises de propreté et services associés (FEP) ;
 - syndicat national des professionnels de la propreté (SNPRO) ;
- de membres titulaires :
 - les organisations syndicales de salariés représentatives signataires du présent accord collectif.

Les partenaires sociaux représentatifs, signataires du présent accord, sont membres du conseil paritaire de cette association. Le conseil paritaire se compose de 2 représentants par organisation syndicale de salariés reconnue représentative dans la branche et signataire du présent accord et d'un nombre égal de représentants des membres fondateurs répartis entre la FEP et le SNPRO suivant la

règle prévue à l'article 35, IV de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 mentionnée dans la convention de fonctionnement existant.

Le conseil paritaire assure le suivi des comptes, veille à la bonne utilisation des fonds et donne un avis sur le rapport annuel d'activité transmis par le conseil d'administration de l'association.

Le conseil d'administration est composé des représentants des membres fondateurs représentatifs et répartis entre eux suivant la règle énoncée ci-dessus.

Lors de la première réunion, le conseil d'administration élit, parmi ses membres, un président, un trésorier et un secrétaire.

Le conseil d'administration se réunit au moins 1 fois par an.

L'association est dotée de statuts et d'un règlement intérieur précisant son fonctionnement.

Le secrétariat de l'association est tenu par la FEP.

Article 3.4

Affectation et répartition de la contribution annuelle patronale

Après déduction des frais de collecte de la contribution, le solde des fonds est destiné à financer, notamment :

- le fonctionnement des instances paritaires de la branche (frais de déplacement, de restauration et d'hébergement, frais de fonctionnement, frais de secrétariat, frais de location de salles etc.) ;
- le temps de préparation et de participation aux instances paritaires de branche ;
- les frais liés aux participations de la FEP aux organisations professionnelles interprofessionnelles (MEDEF national et territoriaux, CGPME nationale et territoriales) afin de concourir, notamment, à l'élaboration et à la négociation des accords nationaux interprofessionnels (ANI) et plus globalement à la stratégie d'influence des intérêts généraux de la profession en leur sein ;
- les frais d'études et de rapport de la branche ;
- les frais de recours à des cabinets d'experts extérieurs ;
- les frais d'information, d'animation et de communication sur le dialogue social de branche ;
- la promotion du dialogue social et de la communication sur les accords notamment au niveau territorial, la promotion des métiers, des dispositifs de formation, la participation aux instances interprofessionnelles et aux institutions au niveau national et local et tout ce qui pourrait être utile à la promotion de la branche, de ses différents métiers ;
- les frais liés au fonctionnement de l'association visée à l'article 3.3 du présent accord (pris en charge par la fédération des entreprises de propreté et des services associés - FEP).

Déduction faite des frais de collecte, les sommes recueillies sont réparties annuellement suivant les règles ci-dessous :

a) 70 % pour le fonctionnement de la CPPNI et des différentes instances paritaires (attribué à la FEP reconnue représentative dans la branche) ;

b) 30 % pour les autres actions des organisations syndicales de salariés et d'employeurs reconnues représentatives et répartis suivant les règles prévues dans le tableau ci-dessous :

60 % OSR	40 % OPR
Dont :	Répartis en fonction de la convention de fonctionnement FEP et SNPRO :
50 % répartis à parts égales entre les OSR	90 % FEP
50 % répartis en fonction du taux respectif de représentativité syndicale	10 % SNPRO

Les règles de répartition décrites aux paragraphes *a* et *b* ci-dessus peuvent être révisées en fonction :

- de l'évolution du nombre de syndicats d'employeurs et/ou de salariés reconnus représentatifs dans la branche proprement dite ;
- des résultats de la mesure de l'audience fixés par les arrêtés de représentativité en vigueur dans la branche.

Article 3.5

Organisme collecteur

Les fonds destinés au fonctionnement du paritarisme résultant de la contribution annuelle patronale seront, si possible, collectés par un organisme dédié.

Il sera conclu une convention de gestion des fonds entre l'association et l'organisme collecteur choisi afin de définir les frais de collecte et les obligations des parties à cette convention.

L'organisme collecteur tiendra une comptabilité distincte de celle tenue pour les autres domaines de l'organisme collecteur.

L'organisme collecteur fournira annuellement et sur demande de l'association la liste des entreprises collectées, le montant exact de la collecte, tous documents, y compris comptables relatifs à ladite collecte.

Pour la collecte 2019 portant sur la masse salariale annuelle brute 2018 elle sera opérée dès que possible.

Article 4

Motivation liée à l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de proprement dite, y compris celles de moins de 50 salariés, ceci en raison de la nécessaire homogénéité des règles conventionnelles de la branche du fait du dispositif de transfert conventionnel visé à l'article 7 de la présente convention collective et qui assure le maintien des contrats de travail en cas de perte de marché.

Article 5

Durée

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Article 6

Dépôt, extension et entrée en vigueur

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par la loi.

L'entrée en vigueur du présent accord est subordonnée à son extension par le ministère du travail et sa date d'entrée en vigueur est fixée au lendemain de la date de parution de l'arrêté au *Journal officiel*.

Article 7

Révision

Le présent accord pourra faire l'objet d'une demande de révision conformément aux dispositions légales en vigueur et moyennant un préavis de 30 jours.

Cette révision sera demandée par lettre recommandée avec avis de réception, lettre qui comportera l'indication des articles mis en cause et une proposition de nouvelle rédaction.

Le plus rapidement possible, et au plus tard dans un délai de 2 mois à partir de la fin du préavis, les parties devront s'être rencontrées en vue de la rédaction d'un nouveau texte.

L'accord portant révision du présent accord sera conclu selon les dispositions légales en vigueur.

Article 8

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties contractantes dans les conditions et délais prévus par les articles L. 2222-6 et L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Il continue de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel accord ou, à défaut, pendant une période de 12 mois à compter de l'expiration du délai de préavis de 3 mois.

Si l'accord dénoncé n'est pas remplacé par un nouvel accord à l'expiration du délai ci-dessus, les salariés conservent du fait de la convention dénoncée une rémunération définie suivant les dispositions de l'article L. 2261-13 du code du travail.

La partie signataire qui dénonce l'accord doit en informer les autres signataires par lettre recommandée avec avis de réception et doit procéder aux formalités de dépôt auprès de la direction départementale du travail et du greffe du conseil de prud'hommes et des services centraux du ministère du travail.

Fait à Villejuif, le 19 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3173

Convention collective nationale
IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRETÉ
ET SERVICES ASSOCIÉS

ACCORD DU 19 SEPTEMBRE 2018
RELATIF À LA MODÉRATION DU RECOURS AUX CONTRATS DE TRAVAIL COURTS
ET À LA SÉCURISATION DU CONTRAT DE TRAVAIL (ANNEXE 5)

NOR : ASET1851060M
IDCC : 3043

Entre :
FEP ;
SNPRO,

D'une part, et
FS CFDT ;
FNPD CGT ;
FETS FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant l'article 3 de l'ANI du 22 février 2018 qui prévoit que chaque branche doit, sur la base d'un diagnostic quantitatif et qualitatif des situations de recours aux contrats courts, ouvrir des négociations visant à modérer le recours à ces contrats afin de les réguler ; prenant en considération que ce sujet est renvoyé aux branches avec une date butoir fixée au 31 décembre 2018 avec pour objectif principal de déterminer les moyens de développer l'installation durable dans l'emploi et d'éviter les risques d'enfermement dans des situations de précarité ;

Considérant les données présentées dans le diagnostic basé sur les statistiques UNEDIC ;

Considérant, d'une part, la vocation d'intégration du secteur professionnel pour des salariés éloignés de l'emploi et qui se situent dans les premiers niveaux de qualification et d'autre part, que dans la branche 83 % des emplois sont en contrat à durée indéterminée (CDI) avec plus de 90 000 d'emplois créés ces 10 dernières années ;

Considérant que dans le cadre des présentes négociations, les partenaires sociaux ont souhaité traiter prioritairement des mesures permettant de modérer le recours aux contrats courts et d'allonger les durées d'emploi et celles relatives à l'organisation du travail et à la gestion de l'emploi ;

Considérant le fait que la modification des règles encadrant le délai de carence entre 2 contrats à durée déterminée (CDD) peut favoriser une intégration en CDI du salarié en allongeant les durées d'emploi ;

il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord collectif s'applique à tous les employeurs et salariés des entreprises et établissements exerçant sur le territoire français et ce quel que soit le pays d'établissement de l'employeur :

- une activité de nettoyage de locaux classée sous le code APE 81.2, y compris les activités de nettoyage à l'occasion de remises en état ;

et/ou

- une activité de nettoyage à domicile de moquettes, tapis, tentures et rideaux relevant du code APE 96.01 A.

En conséquence, sont exclus du champ d'application les établissements ou entreprises ayant pour activité principale :

- la désinfection, la désinsectisation et la dératisation ;
- le ramonage.

Article 2

Mesures permettant de modérer le recours aux contrats courts et d'allonger les durées d'emploi

Depuis de nombreuses années, les partenaires sociaux de la branche ont la volonté de proposer un nombre d'heures plus important aux salariés à temps partiel du secteur et ont mis en place des dispositifs conventionnels qui participent également à la modération du recours aux contrats courts.

Il s'agit des 2 dispositifs suivants :

- les compléments d'heures (anciens avenants temporaires) légalisés dans le cadre de loi sur la sécurisation de l'emploi de 2013, puis négociés dans la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés (article 6.2.5.2 de la CCN) ;
- la priorité d'accès à un emploi à temps plein via les fiches de souhaits permettant de recueillir et de suivre les demandes des salariés (article 6.2.5 de la CCN).

Les compléments d'heures favorisent la modération du recours aux CDD courts :

Les heures effectuées dans le cadre des compléments d'heures sont majorées de 10 % et celles réalisées au-delà de la durée déterminée par l'avenant donnent lieu à une majoration de salaire de 25 %.

Afin de favoriser les durées de compléments d'heures supérieures à un mois, les partenaires sociaux ont prévu une réévaluation de la durée initiale de travail, avec l'accord du salarié, et sous certaines conditions conventionnelles.

Ainsi, le dispositif des compléments d'heures offre aux salariés à temps partiel un volume d'heures supplémentaires dont un pourcentage peut, dans certains cas, être intégré à la durée contractuelle de base.

Dans la branche de la propreté, les contrats à durée déterminée (CDD) sont conclus dans près de 74 % des cas pour remplacer un salarié absent (congrés payés, maladie...) afin d'assurer la nécessaire continuité de l'activité pour le client. Néanmoins, dans les entreprises qui ont recours aux compléments d'heures, la conclusion de contrats courts tend à diminuer et on constate dans ces entreprises, une amélioration de la gestion des remplacements et des accroissements d'activité. Forts de ce constat, les partenaires sociaux signataires ont la volonté de dynamiser le recours à ce dispositif

des compléments d'heures qui permet de réguler le recours aux contrats courts et d'en limiter la conclusion.

Les partenaires sociaux conviennent des objectifs qualitatifs et quantitatifs suivants :

OBJECTIF QUALITATIF	OBJECTIF QUANTITATIF	INDICATEUR DE SUIVI
Permettre une montée en charge du dispositif conventionnel des compléments d'heures (CH) dans les entreprises de Propreté.	Augmentation de 5 % du nombre de CH sur la période du 1 ^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2021 ;	Ralentissement de la croissance du recours aux contrats courts sur cette période (analyse au sein du comité de suivi sur le temps partiel)
Informier et sensibiliser les entreprises sur le dispositif des CH à privilégier par rapport au recours aux contrats courts.	Guide de bonnes pratiques RH, circulaires FEP et formations...	Réalisation dès que possible

La priorité d'accès à un emploi à temps plein :

La possibilité pour les salariés à temps partiel de bénéficier d'une priorité pour l'accès aux emplois à temps plein ou à un complément d'heures limite le recours au recrutement externe et la conclusion de CDD courts.

Par ailleurs, il est rappelé que dans la CCN Propreté et afin de favoriser cette priorité d'emploi, les partenaires sociaux ont ouvert la possibilité pour l'employeur de proposer, à défaut d'emploi vacant à temps plein de la même catégorie professionnelle ou d'emploi équivalent, au salarié à temps partiel qui en fait la demande, un emploi à temps complet ne ressortissant de sa catégorie professionnelle ou un emploi à temps complet non équivalent.

Les partenaires sociaux, réunis au sein du comité de suivi du temps partiel, seront attentifs et analyseront ces différents paramètres relatifs à l'emploi en CDD dans la branche.

Article 3

Mesures relatives à l'organisation du travail et à la gestion des emplois

Les partenaires sociaux ont toujours marqué leur attachement à la promotion du travail en journée/continu et des mesures sont prises au sein du comité paritaire de suivi du temps partiel pour favoriser cette démarche.

Conscients de l'impact pour les salariés et les entreprises du déploiement du travail en journée ou en continu, la branche est engagée aux côtés d'acteurs institutionnels et des donneurs d'ordre pour promouvoir le travail en journée.

En effet, le travail en horaires décalés et fragmentés, principalement dans les bureaux, est une réalité du secteur induite par une contrainte du client mais néanmoins des efforts sont portés par la branche pour tendre vers davantage de travail en journée.

Celui-ci est reconnu comme favorisant l'augmentation du temps de travail des salariés, des horaires en continu et permet de faciliter l'accès à la formation professionnelle.

Ainsi, à titre d'exemple et concernant l'incidence du travail en journée sur l'installation durable dans l'emploi, une étude réalisée en 2017 auprès de 200 entreprises de propreté et donneurs d'ordre ayant expérimenté le travail en journée a démontré que dans plus de la moitié (53 %) des cas, le passage au travail en continu/en journée a produit une augmentation du temps de travail des salariés et 37 % constatent un ralentissement du turn-over.

Les partenaires sociaux souhaitent poursuivre leur engagement en faveur du travail en continu/journée et conviennent des objectifs qualitatifs et quantitatifs suivants :

OBJECTIF QUALITATIF	OBJECTIF QUANTITATIF	INDICATEURS DE SUIVI
Les partenaires sociaux pointent comme facteur déterminant du développement du travail en journée, l'exigence du client. En conséquence, ils souhaitent poursuivre la sensibilisation des donneurs d'ordre publics sur ce sujet.	Signature d'une lettre commune par les partenaires sociaux de la branche destinée aux donneurs d'ordre publics pour marquer leur engagement partagé en faveur du développement en continu/journée	À porter auprès des acteurs institutionnels et ministères, dès que possible.

Article 4

Moyens de favoriser l'accès à l'emploi durable pour les populations les plus éloignées de l'emploi

Acteur majeur dans le domaine de l'emploi et de l'insertion professionnelle, la branche de la propreté représente un emploi sur 40 du secteur marchand en France (un chiffre en progression constante depuis 2007).

Il est à noter que dans la branche, près de 80 % des salariés sont de niveau V et infra V et près de 55 % sont sans diplôme. Une partie non négligeable des salariés de la branche est en situation d'illettrisme ou d'analphabétisme.

13 métiers sont accessibles via une filière complète de formation en formation initiale et continue.

Depuis de nombreuses années, les partenaires sociaux de la branche sont attachés au développement de l'alternance visant la qualification des salariés et souhaitent également poursuivre l'accès aux savoirs de base, particulièrement pour les personnes en situation d'illettrisme.

Dans l'objectif de favoriser l'insertion durable et de lutter contre les ruptures des jeunes en alternance, les partenaires sociaux conviennent des objectifs qualitatifs et quantitatifs suivants :

OBJECTIF QUALITATIF ET QUANTITATIF	INDICATEURS DE SUIVI
La branche compte 1 600 apprentis avec un objectif de 2 000 apprentis à l'horizon 2020. Afin de favoriser l'accès à un emploi durable à l'issue de leur contrat de professionnalisation ou d'apprentissage, les partenaires sociaux continuent à encourager les embauches réalisées par les entreprises au terme du contrat en alternance. Les GEIQ Propreté mettent à disposition des salariés éloignés de l'emploi, auprès d'entreprises adhérentes, dans l'objectif de les qualifier et de les insérer en vue de leur recrutement durable. Par ailleurs, le taux de qualification est de 90 % et le taux d'insertion durable vers les entreprises de propreté est de plus de 60 %. Ceux-ci réalisent plus de 1 000 parcours professionnels par an en contrats d'alternance visant des CQP de la branche avec un objectif de 1 500 parcours à horizon 2020.	Chiffres clés de la branche

Article 5

Mesures relatives aux contrats à durée déterminée

Partant du constat que 83 % des contrats de travail dans les entreprises de propreté sont des contrats à durée indéterminée mais que le recours aux CDD de remplacement est rendu nécessaire par l'exigence de continuité de services pour les clients, les partenaires sociaux souhaitent fixer des règles encadrant les contrats à durée déterminée adaptées à la spécificité de la branche.

L'objectif est d'estomper l'alternance de courtes périodes d'emploi et de chômage pour les salariés, tout en respectant le fait qu'un contrat à durée déterminée ne peut avoir ni pour objet, ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

Partant du constat que les périodes de délai de carence s'intercalant entre 2 contrats de travail à durée déterminée, dans certaines conditions légales, peuvent indirectement participer à la « per-

mittence » et afin de faciliter, à terme, une intégration des salariés dans l'entreprise, les partenaires sociaux conviennent des objectifs qualitatifs suivants :

OBJECTIFS QUALITATIFS	INDICATEURS DE SUIVI
Suppression du délai de carence entre 2 CDD sur le même poste de travail tout en respectant le fait qu'un contrat à durée déterminée ne peut avoir ni pour objet, ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.	Signature d'un accord collectif de branche (joint au présent accord de branche et également à la signature des partenaires sociaux).

Article 6

Motivation liée à l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de propriété, y compris celles de moins de 50 salariés, ceci en raison de la nécessaire homogénéité des règles conventionnelles de la branche du fait du dispositif de transfert conventionnel visé à l'article 7 de la présente convention collective et qui assure le maintien des contrats de travail en cas de perte de marché.

Article 7

Durée

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Article 8

Dépôt, extension et entrée en vigueur

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par la loi.

L'entrée en vigueur du présent accord est subordonnée à son extension par le ministère du travail, d'une part, et à la non mise en place d'un dispositif visant à majorer la cotisation patronale d'assurance chômage, d'autre part.

La date d'entrée en vigueur du présent accord est fixée au lendemain de la date de parution de l'arrêté au *Journal officiel* et à la condition que ne soit pas mis en place un dispositif visant à majorer la cotisation patronale d'assurance chômage.

Article 9

Révision

Le présent accord pourra faire l'objet d'une demande de révision conformément aux dispositions légales en vigueur et moyennant un préavis de 30 jours.

Cette révision sera demandée par lettre recommandée avec avis de réception, lettre qui comportera l'indication des articles mis en cause et une proposition de nouvelle rédaction.

Le plus rapidement possible, et au plus tard dans un délai de 2 mois à partir de la fin du préavis, les parties devront s'être rencontrées en vue de la rédaction d'un nouveau texte.

L'accord portant révision du présent accord sera conclu selon les dispositions légales en vigueur.

Article 10

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties contractantes dans les conditions et délais prévus par les articles L. 2222-6 et L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Il continue de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel accord ou, à défaut, pendant une période de 12 mois à compter de l'expiration du délai de préavis de 3 mois.

Si l'accord dénoncé n'est pas remplacé par un nouvel accord à l'expiration du délai ci-dessus, les salariés conservent du fait de la convention dénoncée une rémunération définie suivant les dispositions de l'article L. 2261-13 du code du travail.

La partie signataire qui dénonce l'accord doit en informer les autres signataires par lettre recommandée avec avis de réception et doit procéder aux formalités de dépôt auprès de la direction départementale du travail et du greffe du conseil de prud'hommes et des services centraux du ministère du travail.

Article 11

Accord inséré à la CCN

Il est ajouté à la liste des annexes de la convention collective nationale des entreprises de propriété et des services associés une annexe intitulée « A5. Annexe sur les autres accords collectifs de branche ». Le présent accord est inséré dans cette annexe 5 à la CCN.

Fait à Villejuif, le 19 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3173

Convention collective nationale
IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRETÉ
ET SERVICES ASSOCIÉS

ACCORD DU 19 SEPTEMBRE 2018
RELATIF AUX CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE
ET AUX CONTRATS DE TRAVAIL TEMPORAIRE (ANNEXE 5)

NOR : ASET1851056M
IDCC : 3043

Entre :

FEP ;

SNPRO,

D'une part, et

FS CFDT ;

FNPD CGT ;

FETS FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant la nécessité de fixer des règles encadrant les contrats à durée déterminée (CDD) et les contrats de travail temporaire adaptées à la spécificité de la branche tout en respectant le fait qu'un contrat à durée déterminée ou un contrat de travail temporaire ne peut avoir ni pour objet, ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise et prenant en compte que l'aménagement des règles relatives à la succession des CDD et de contrats de mission peut favoriser une intégration en contrat de travail à durée indéterminée (CDI) des salariés en allongeant les durées d'emploi ;

Considérant le fait que le législateur permet aux branches, par accord collectif étendu, en application des articles L. 1244-4 et L. 1251-37 du code du travail, d'adapter à leur secteur d'activité certaines règles concernant l'encadrement des contrats de travail à durée déterminée et contrats de mission ;

Considérant que la majorité des recrutements s'effectue dans la branche en contrat de travail à durée déterminée et s'explique par le fait que l'activité de nettoyage est un service qui doit être rendu de manière continue (un diagnostic basé sur les données UNEDIC a été présenté) dont près des $\frac{3}{4}$ sont conclus pour des motifs de remplacement ;

Prenant en compte que 83 % des contrats de travail dans les entreprises de propreté sont des CDI (cf. chiffres clés, édition 2018) et que les entreprises de la branche jouent un rôle majeur dans le domaine de l'emploi et de l'insertion professionnelle en offrant des emplois durables à des personnes d'un faible niveau de qualification (la moitié des salariés sont sans diplôme de formation initiale) ;

Considérant la volonté de favoriser la continuité des périodes d'emploi dans la branche,
il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord collectif s'applique à tous les employeurs et salariés des entreprises et établissements exerçant sur le territoire français et ce quel que soit le pays d'établissement de l'employeur :

- une activité de nettoyage de locaux classée sous le code APE 81.2, y compris les activités de nettoyage à l'occasion de remises en état ;

et/ou

- une activité de nettoyage à domicile de moquettes, tapis, tentures et rideaux relevant du code APE 96.01A.

En conséquence, sont exclus du champ d'application les établissements ou entreprises ayant pour activité principale :

- la désinfection, la désinsectisation et la dératisation ;
- le ramonage.

Article 2

Suppression du délai de carence entre 2 CDD ou contrats de mission successifs sur le même poste

Afin de répondre, d'une part, aux besoins d'emplois des entreprises pour assurer un service qui doit être rendu de manière continue et de faciliter, d'autre part, une intégration à terme des salariés dans l'entreprise, les partenaires sociaux en application des articles L. 1244-4 et L. 1251-37 du code du travail prévoient les cas dans lesquels le délai de carence n'est pas applicable respectivement en cas de contrat de travail à durée déterminée et en cas de contrat de travail temporaire.

a) Contrat de travail à durée déterminée

Le délai de carence n'est pas applicable dès lors que l'un des 2 contrats successifs est conclu pour l'un des cas suivants :

- 1° Remplacement dans les cas visés au point 1° de l'article L. 1242-2 du code du travail ;
- 2° Accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise ;
- 3° Exécution de travaux urgents nécessités par des mesures de sécurité ;

4° Emploi à caractère saisonnier défini au 3° de l'article L. 1242-2 ou pour lequel, dans certains secteurs d'activité définis par décret ou par voie de convention ou d'accord collectif étendu, il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat de travail à durée indéterminée en raison de la nature de l'activité exercée et du caractère par nature temporaire de cet emploi ;

5° Remplacement de l'une des personnes mentionnées aux 4° et 5° de l'article L. 1242-2 du code du travail ;

6° Lorsque le contrat est conclu en application de l'article L. 1242-3 ou de l'article L. 1251-7 du code du travail ;

Le délai de carence n'est pas non plus applicable :

7° Lorsque le salarié est à l'initiative d'une rupture anticipée du contrat ;

8° Lorsque le salarié refuse le renouvellement de son contrat.

b) Contrat de travail temporaire

Le délai de carence n'est pas applicable dès lors que l'un des 2 contrats successifs est conclu pour l'un des cas suivants :

1° Remplacement dans les cas visés au point 1° de l'article L. 1251-6 du code du travail ;

2° Accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise ;

3° Exécution de travaux urgents nécessités par des mesures de sécurité ;

4° Emploi à caractère saisonnier défini au 3° de l'article L. 1242-2 du code du travail ou pour lequel, dans certains secteurs d'activité définis par décret ou par voie de convention ou d'accord collectif étendu, il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat de travail à durée indéterminée en raison de la nature de l'activité exercée et du caractère par nature temporaire de cet emploi ;

5° Remplacement de l'une des personnes mentionnées aux 4° et 5° de l'article L. 1251-6 du code du travail ;

6° Lorsque le contrat est conclu en application de l'article L. 1242-3 ou de l'article L. 1251-7 du code du travail ;

Le délai de carence n'est pas non plus applicable :

7° Lorsque le salarié est à l'initiative d'une rupture anticipée du contrat ;

8° Lorsque le salarié refuse le renouvellement de son contrat de mission.

c) Durée maximale du cumul des CDD ou des contrats de mission successifs

L'employeur peut recourir à plusieurs CDD ou contrats de mission successifs, avec le même salarié et sur le même poste, sans délai de carence, pour le motif d'accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise, sans que le cumul de ces contrats ne puisse excéder 24 mois, renouvellement inclus.

La suppression du délai de carence, dans les cas prévus aux paragraphes *a* et *b*, ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

Ainsi, le recours à l'utilisation des CDD ou aux contrats de mission de façon successive doit être justifié par des raisons objectives qui s'entendent d'éléments concrets établissant le caractère par nature temporaire de l'emploi.

Article 3

Motivation de l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Conformément à l'article L. 2261-23.1 du code du travail, les dispositions du présent accord s'appliquent à l'ensemble des entreprises de propreté y compris aux entreprises de moins de 50 salariés, en raison de la nécessaire homogénéité des règles conventionnelles de la branche compte tenu du dispositif de transfert conventionnel, visé à l'article 7 de la présente convention collective.

Article 4

Durée et suivi de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 5

Révision

Le présent accord pourra faire l'objet d'une demande de révision conformément aux dispositions légales en vigueur et moyennant un préavis de 30 jours. Cette révision sera demandée par lettre recommandée avec avis de réception, lettre qui comportera l'indication des articles mis en cause et une proposition de nouvelle rédaction.

Le plus rapidement possible, et au plus tard dans un délai de 2 mois à partir de la fin du préavis, les parties devront s'être rencontrées en vue de la rédaction d'un nouveau texte.

L'avenant portant révision du présent accord sera conclu selon les dispositions légales en vigueur.

Article 6

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties contractantes dans les conditions et délais prévus par les articles L. 2222-6 et L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Il continue de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention ou, à défaut, pendant une période de 12 mois à compter de l'expiration du délai de préavis de 3 mois.

Si la convention dénoncée n'est pas remplacée par une nouvelle convention à l'expiration du délai ci-dessus, les salariés conservent leur rémunération antérieure suivant les dispositions de l'article L. 2261-13 du code du travail.

La partie signataire qui dénonce la convention doit en informer les autres signataires par lettre recommandée avec avis de réception et doit procéder aux formalités de dépôt auprès de la direction départementale du travail et du greffe du conseil de prud'hommes et des services centraux du ministère du travail.

Article 7

Dépôt et demande d'extension et entrée en vigueur

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par la loi.

La date d'entrée en vigueur du présent accord est fixée au lendemain de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Villejuif, le 19 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3173

Convention collective nationale
IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRETÉ
ET SERVICES ASSOCIÉS

AVENANT N° 12 DU 17 JUILLET 2018
MODIFIANT L'ARTICLE 7 (EX-ANNEXE 7)

NOR : ASET1851043M
IDCC : 3043

Entre :

FEP ;

SNPRO,

D'une part, et

FNPD CGT ;

FETS FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant le fait que la branche de la propreté dispose d'un dispositif de transfert conventionnel reconnu par le législateur à l'article L. 2253-1, 11° du code du travail ;

Considérant la mission de régulation de la concurrence dont est investie la branche suite aux réformes travail de 2016 et de 2017 ;

Considérant la volonté des partenaires sociaux d'améliorer et de renforcer la garantie de l'emploi et continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire (art. 7 de la CCN) ;

Considérant la modification du suivi médical des salariés opérée par la réforme travail de 2016 ;
il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modifications apportées à l'article 7 de la CCN

1° À l'article 7.1, il est inséré après le premier alinéa le nouvel alinéa suivant :

« Entre dans le champ d'application du premier alinéa toute entreprise quel que soit son statut juridique, dès lors que ce statut n'empêche pas le dirigeant d'avoir la qualité d'employeur. »

2° À l'article 7.2 I., il est inséré après le « C. – Être en situation régulière au regard de la législation du travail relative aux travailleurs étrangers » les dispositions suivantes :

« D. – Ne pas avoir été reconnu médicalement inapte définitif sur le poste de travail attaché au marché.

E. – Ne pas être en situation de préavis, exécuté ou non ».

3° À l'article 7.3 I, les dispositions « la dernière fiche d'aptitude médicale ainsi que le passeport santé et sécurité » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« – la dernière attestation de suivi médical ou avis d'aptitude à jour ;
– le passeport professionnel ».

4° L'article 7.4, alinéa 2 :

« À l'exception d'une modification substantielle de celui-ci par l'entreprise entrante, le salarié qui refuse son transfert dans les conditions stipulées par le présent accord, sera considéré comme ayant rompu de son fait son contrat de travail. Cette rupture ne sera pas imputable à l'employeur et n'entraînera donc pour lui aucune obligation de verser des indemnités de préavis et de licenciement. »
est supprimé.

5° L'article 7.5 est ainsi modifié :

a) Les 2 premiers points :

« – Mandat attaché exclusivement au marché repris

Les représentants du personnel remplissant les conditions d'un maintien de l'emploi stipulées à l'article 7.2, dont le mandat est attaché au cadre du marché repris, verront leur contrat de travail se poursuivre au sein de l'entreprise entrante dans les conditions mentionnées à l'article 7.4.

– Mandat dépassant le cadre du marché repris

Les représentants du personnel remplissant les conditions d'une garantie d'emploi stipulées à l'article 7.2, dont le mandat dépasse le cadre du marché repris, pourront opter pour un maintien au sein de l'entreprise sortante si les 3 conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- qu'ils en fassent la demande à leur employeur au plus tard 3 jours après avoir été informés de la perte du marché ;
- que leur temps de travail accompli sur le marché repris n'excède pas 40 % de leur temps de travail total accompli pour le compte de l'entreprise sortante ;
- qu'ils acceptent, lorsqu'elle existe, la proposition de reclassement faite par l'entreprise sortante dans le respect des clauses essentielles du contrat de travail. »

sont supprimés.

b) Il est inséré avant le point « sort du mandat » un premier point ainsi rédigé :

« Autorisation préalable de l'administration.

Le transfert du contrat de travail des salariés titulaires d'un mandat de représentation du personnel, remplissant les conditions d'un maintien de l'emploi stipulées à l'art. 7.2 et n'optant pas pour un maintien au sein de l'entreprise sortante, est subordonné à l'autorisation préalable de l'inspecteur du travail dans les conditions définies par la loi. »

6° L'article 7.6 est ainsi modifié :

a) Il est ajouté à la fin du premier alinéa les mots « dans les conditions proposées par cette dernière ». En conséquence, le premier alinéa est désormais ainsi rédigé :

« En cas de déplacement des locaux du donneur d'ordre dans le même secteur géographique, de sorte qu'il ne peut y avoir succession de prestataires dans les mêmes locaux, les salariés affectés dans les anciens locaux bénéficient d'une priorité d'emploi permettant la continuité du contrat de travail, au sein de l'entreprise entrante, dans les conditions proposées par cette dernière. »

b) À la fin du premier alinéa complété, il est ajouté les phrases suivantes :

« En effet, la priorité d'emploi est ouverte aux salariés remplissant les conditions de transfert définies à l'article 7.2 I qui ne bénéficient pas de la garantie d'emploi du fait du changement de locaux du donneur d'ordre. Elle est exercée au moment de la reprise du nouveau marché attaché aux nouveaux locaux du donneur d'ordre. Il est conseillé, en pratique, de formaliser son application dans une « convention tripartite » (entreprise entrante, entreprise sortante et salarié).

c) Après le premier alinéa, il est ajouté l'alinéa suivant :

« La continuité du contrat de travail qui découle de cette priorité d'emploi implique le maintien de l'ancienneté du salarié. »

7° L'annexe 1 est ainsi modifiée et complétée :

« ANNEXE 1

LISTE COMPLÈTE DE L'EFFECTIF DU CHANTIER ÉTABLIE PAR L'ENTREPRISE SORTANTE

Nom et adresse de l'entreprise sortante Nom et adresse du marché

												NOMBRE D'HEURES MENSUEL effectuées							
Nom		Adresse		Date d'em- bauche déterminant l'ancienneté totale		Date de contrôle de l'autorisation de travail du tra- vailleur étranger auprès de la pré- fecture ainsi que l'autorisation de travail en cours de validité		Date d'affec- tation sur le marché		Bénéficiaires d'un mandat de représen- tant du per- sonnel (date d'élection ou de désigna- tion) ou d'une protection particulière		Date d'auto- risation de transfert par l'inspecteur du travail du salarié protégé		Coefficient Niveau éche- lon		Dans l'entreprise		Sur le marché avec horaire habituel (taux horaire corres- pondant)	
Prénom																			
Nationalité																			
Copie de la pièce d'identité à jour				Taux de l'indemnité d'ancienneté ou de la prime d'expé- rience															
Rémunération brute mensuelle correspondant au nombre d'heures travaillées sur le marché		Nature et mon- tant détaillé des sommes à pério- dité fixe avec base de calcul, au prorata des heures travaillées sur le marché		Type de contrat et, le cas échéant, motif du recours		Mention portée sur la fiche d'aptitude médicale Date de la dernière visite du dernier suivi médical réalisé par le SST Si mesures individuelles propo- sées par le médecin du travail : joindre l'annexe de l'attestation de suivi ou de l'avis d'aptitude les précisant		Dates prévues de congés payés		Absences en cours Date de début Date prévue de reprise d'activité		État du crédit d'indemnisation maladie (nombre de jours restant à indemniser et taux)		Heures acquises au titre du DIF au 31 décembre 2014 (proratisées en cas de transfert partiel) ⁽¹⁾					

(1) Information à communiquer jusqu'au 31 décembre 2019.

(2) Obligation légale pour les entreprises de réaliser des entretiens professionnels et un état des lieux récapitulatif du parcours professionnel du salarié. »

L'article 5.3.3.3 de la présente CCN prévoit des dispositions particulières applicables aux salariés transférés en application du présent article 7 afin de leur garantir un accès à la formation.

8° Le titre de l'annexe 2 « Attestation » est complété par « de congés payés »

9° L'annexe 1 de l'article 3.5 de la présente convention collective est déplacée et insérée en annexe 3 après l'annexe 2 « Attestation de congés payés » de l'article 7 de la CCN et est ainsi modifiée :

(Voir tableau page suivante.)

« ANNEXE 3

MODÈLE DE PASSEPORT PROFESSIONNEL DE M./MME (...)

	FORMATION HYGIÈNE ET SÉCURITÉ		FORMATION CONTINUE		ATTESTATION DE SUIVI OU AVIS D'APTITUDE	PRINCIPAUX FACTEURS DE PÉNIBILITÉ RISQUES PROFESSIONNELS (à remplir éventuellement)
ENTREPRISE : (...)	Ex : risques électriques (HO), nacelles (CACES), formations chimiques, SST ; PRAP ; CPS Propreté etc.	Intitulé : (...)	Date : (...)	Intitulé : (...)	Date : (...) SST : (...)	Facteur(s) de pénibilité risque professionnel : (...)
POSTE OCCUPÉ : (...)						
ENTREPRISE : (...)		Intitulé : (...)	Date : (...)	Intitulé : (...)	Date : (...) SST : (...)	Facteur(s) de pénibilité risque professionnel : (...)
POSTE OCCUPÉ : (...)						

Fait à (...) le (...)

Signature »

Article 2

Motivation liée à l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à toutes les entreprises de propreté, y compris celles de moins de 50 salariés, ceci en raison de la nécessaire homogénéité des règles conventionnelles de la branche du fait du dispositif de transfert conventionnel visé à l'article 7 de la présente convention collective et qui assure le maintien des contrats de travail en cas de perte de marché.

Article 3

Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4

Dépôt, extension et entrée en vigueur

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par la loi. Il entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant celui au cours duquel est publié l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Villejuif, le 17 juillet 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3173

Convention collective nationale
IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRETÉ
ET SERVICES ASSOCIÉS

AVENANT DU 19 SEPTEMBRE 2018
À L'ACCORD DU 23 JANVIER 2002 RELATIF À L'INDEMNITÉ DE TRANSPORT

NOR : ASET1851059M
IDCC : 3043

Entre :
FEP ;
SNPRO,

D'une part, et
FS CFDT ;
FNPD CGT ;
FETS FO,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant la volonté des parties signataires, du fait du transfert conventionnel issu de l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés et dans le respect des articles L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2253-3 du code du travail, de préconiser, et ceci dans l'esprit de la lettre commune signée par l'ensemble des partenaires sociaux de la branche le 18 avril 2018, aux entreprises de respecter une primauté des dispositions conventionnelles relatives aux primes, majorations de salaire et indemnité de transport prévues dans la convention collective des entreprises de propreté et services associés et dans les accords de branche annexés, sauf dispositions plus favorables prévues par convention d'entreprise.

Les parties signataires conviennent des dispositions ci-dessous :

Article 1^{er}

Modification de l'article 6 « Montant de l'indemnité mensuelle en 2018 »

Il est ajouté à la fin de l'article 6 « Montant de l'indemnité mensuelle en 2018 » l'alinéa suivant :

« Sous réserve des dispositions des articles L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2253-3 du code du travail, les parties signataires préconisent aux entreprises de respecter une primauté des présentes disposi-

tions conventionnelles relatives à l'indemnité de transport, sauf dispositions plus favorables prévues par convention d'entreprise. »

Article 2

Motivation liée à l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à toutes les entreprises de propreté, y compris celles de moins de 50 salariés, ceci en raison de la nécessaire homogénéité des règles conventionnelles de la branche du fait du dispositif de transfert conventionnel visé à l'article 7 de la présente convention collective et qui assure le maintien des contrats de travail en cas de perte de marché.

Article 3

Durée

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

Article 4

Dépôt, extension et entrée en vigueur

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par la loi.

L'entrée en vigueur du présent avenant est subordonnée à son extension par le ministère du travail et sa date d'entrée en vigueur est fixée au lendemain de la date de parution de l'arrêté au *Journal officiel*.

Fait à Villejuif, le 19 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3173

Convention collective nationale
IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRETÉ
ET SERVICES ASSOCIÉS

AVENANT N° 2 DU 19 SEPTEMBRE 2018
À L'ACCORD DU 3 MARS 2015 RELATIF À LA PRIME ANNUELLE

NOR : ASET1851054M
IDCC : 3043

Entre :

FEP ;

SNPRO,

D'une part, et

FS CFDT ;

FNPD CGT ;

FETS FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant la volonté des parties signataires, du fait du transfert conventionnel issu de l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés et dans le respect des articles L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2253-3 du code du travail, de préconiser, et ceci dans l'esprit de la lettre commune signée par l'ensemble des partenaires sociaux de la branche le 18 avril 2018, aux entreprises de respecter une primauté des dispositions conventionnelles relatives aux primes, majorations de salaire et indemnité de transport prévues dans la convention collective des entreprises de propreté et services associés et dans les accords de branche annexés, sauf dispositions plus favorables prévues par convention d'entreprise.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Préconisation du respect d'une primauté de branche relative à la prime annuelle

1° L'article 8 « Durée de l'accord » devient l'article 9, l'article 9 « Révision » devient l'article 10, l'article 10 « Dénonciation » devient l'article 11, l'article 11 « Dépôt et demande d'extension » devient l'article 12 et l'article 12 « Entrée en vigueur » devient l'article 13.

2° Il est inséré un nouvel article 8 « Préconisation du respect d'une primauté de branche relative à la prime annuelle » rédigé de la façon suivante :

« Sous réserve des dispositions des articles L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2253-3 du code du travail, les parties signataires préconisent aux entreprises de respecter une primauté des présentes dispositions conventionnelles relatives à la prime annuelle, sauf dispositions plus favorables prévues par convention d'entreprise. »

Article 2

Motivation liée à l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à toutes les entreprises de propreté, y compris celles de moins de 50 salariés, ceci en raison de la nécessaire homogénéité des règles conventionnelles de la branche du fait du dispositif de transfert conventionnel visé à l'article 7 de la présente convention collective et qui assure le maintien des contrats de travail en cas de perte de marché.

Article 3

Durée

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

Article 4

Dépôt, extension et entrée en vigueur

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par la loi.

L'entrée en vigueur du présent avenant est subordonnée à son extension par le ministère du travail et sa date d'entrée en vigueur est fixée au lendemain de la date de parution de l'arrêté au *Journal officiel*.

Fait à Villejuif, le 19 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Accord national interprofessionnel
RÉGIME AGIRC-ARRCO DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

ADHÉSION PAR LETTRE DU 14 MARS 2018 DE LA CGT
À L'ACCORD DU 17 NOVEMBRE 2017
RELATIF AU RÉGIME AGIRC-ARRCO DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

NOR : ASET1851047M

Confédération générale du travail
263, rue de Paris
93516 Montreuil Cedex

Montreuil, le 14 mars 2018

Monsieur le directeur général,

La confédération générale du travail, 263, rue de Paris, 93516 Montreuil Cedex, vous fait connaître par la présente, son adhésion à l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 : « accord national interprofessionnel instituant le régime AGIRC-ARRCO de retraite complémentaire », conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail, et à l'article 4 de l'ANI du 17 novembre 2017.

Suite à la réunion commune des commissions paritaires AGIRC et ARRCO du 7 mars 2018 ayant établi le texte définitif de l'accord expurgé de ses erreurs matérielles, c'est à ce texte servant de référence à l'accord que la CGT adhère.

Suite à la commission paritaire du 6 février 2018, qui a établi le texte définitif des statuts de la fédération AGIRC-ARRCO et le règlement régissant les rapports entre la Fédération AGIRC-ARRCO et les institutions de retraite complémentaire qui y adhèrent, ce statut et ce règlement sont joints en annexe à l'accord en application de son article 138.

La CGT adhère donc à l'accord et à ses annexes.

Veuillez recevoir, Monsieur le directeur général, l'expression de nos salutations distinguées.

Le secrétaire général de la CGT.
Secrétaire confédérale.

Copie aux organisations signataires :

CFTC – CFDT- CGC – MEDEF – U2P – CPME – Direction générale du travail – Conseil des prud'hommes de Paris.

Brochure n° 3085

Convention collective nationale
IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT

AVENANT N° 110 DU 12 JUIN 2018
RELATIF À LA FORMATION DES PERSONNELS COURSIERS (ANNEXE I)

NOR : ASET1851041M
IDCC : 16

Entre :

OTRE ;

TLF ;

FNTR ;

CNM,

D'une part, et

FGTE CFDT ;

SNATT CFE-CGC ;

FGT CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires rappellent que la formation permet, d'une façon générale, aux salariés d'acquérir des connaissances, des compétences et des qualifications tout au long de leur vie professionnelle et soulignent que l'employeur a des obligations en matière de formation professionnelle. Elles précisent par ailleurs que, vecteur du développement de l'égalité entre les femmes et les hommes, les entreprises doivent définir les moyens propres à assurer l'égalité d'accès à la formation professionnelle.

Dès 2005, le secteur de la course s'est engagé sur la voie de la formation professionnelle. Les parties signataires constatent toutefois des difficultés de fonctionnement de la formation obligatoire des personnels coursiers initialement mise en place par l'avenant n° 94 du 13 décembre 2005 et souhaitent remédier à la situation.

Considérant la demande de la CPNE Plénière du 9 mars 2018 de se rapprocher de la commission mixte paritaire et des professionnels du secteur pour la mise en place d'une formation initiale des personnels coursiers renouvelée, le présent avenant a pour vocation de moderniser cette formation afin de la rendre attractive et concrète, répondant aux besoins des salariés et des entreprises.

Il adapte en ce sens les dispositions de l'article 26 de la CCNA1.

La convention collective nationale annexe n° 1 (dispositions particulières aux ouvriers) en date du 16 juin 1961, modifiée par les avenants n° 1 à 109, ce dernier en date du 15 décembre 2017, est à nouveau modifiée comme suit.

Article 1^{er}

Modification de l'article 26 de la CCNA1

Le point 5 « Formation » de l'article 26 de la CCNA1 est réécrit comme suit :

« 5. Formation

5.1. Formation initiale obligatoire

Les entreprises doivent prendre les mesures nécessaires pour que leurs personnels coursiers exercent leur activité dans les meilleures conditions de sécurité possibles.

Dans ce cadre, tout personnel tel que défini au point 1 de l'article 26 de la CCNA1 et embauché en vue d'occuper pour la première fois un emploi de personnel coursier bénéficie d'une formation coursier initiale de 2 jours portant notamment sur :

- l'environnement professionnel ;
- le perfectionnement à la conduite ;
- la sécurité routière ;
- l'organisation des déplacements.

Les contenus et durées des différents modules de la formation coursier initiale sont précisés au point 5.2.

Sous réserve des dispositions prévues au point 5.3 le salarié doit suivre cette formation coursier initiale au plus tard dans les 6 mois suivant son embauche.

5.2. Contenu et durée des modules de formation

Les contenus et durées des différents modules de la formation coursier initiale visés au point 5.1 de l'article 26 sont définis ci-dessous :

- module 1 : accueil et présentation de la formation (environnement professionnel, découverte du secteur, présentation de la profession...) ;
- module 2 : perfectionnement à la conduite (caractéristiques techniques du véhicule et fonctionnement des organes de sécurité, perfectionnement à une conduite sûre et économique, chargement, arrimage...) ;
- module 3 : sécurité routière (accident du travail en circulation et à l'arrêt, comportements à risques, conduite préventive...) ;
- module 4 : organisation des déplacements (calcul d'itinéraires, gestion des conflits, règles d'utilisation des moyens de communication...).

Un référentiel de formation établi par les parties signataires est annexé au présent avenant (annexe I).

5.3. Attestation de formation coursier

Attestation de formation coursier (initiale)

Les personnels coursiers (visés au point 1 de l'article 26 de la CCNA1) ayant suivi la formation coursier initiale avec succès se verront délivrer une attestation de formation coursier (initiale) par l'organisme dispensateur.

Situation spécifique : attestation de formation coursier (équivalence professionnelle)

Une attestation de formation coursier (équivalence professionnelle) sera délivrée par l'entreprise au personnel coursier (visé au point 1 de l'article 26 de la CCNA1) ayant 3 mois d'expérience consécutifs ou non dans le métier dans une entreprise relevant de la présente convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires du transport à la date d'entrée en application du présent avenant.

Ce document atteste que le salarié bénéficie, du fait de son expérience professionnelle, d'une équivalence valant formation coursier (initiale).

Un modèle d'attestation de formation coursier (équivalence professionnelle) est annexé au présent avenant (annexe II). »

Article 2

Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les présentes dispositions sont applicables quel que soit l'effectif de l'entreprise sans qu'il soit nécessaire de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 3

Durée de l'avenant et entrée en application

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent avenant entre en application à compter du 1^{er} jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 4

Dépôt et publicité

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 12 juin 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

RÉFÉRENTIEL FORMATION DES PERSONNELS COURSIERS

FORMATION DES PERSONNELS COURSIERS		
Module 1	<p>Accueil et présentation de la formation</p> <p>Environnement professionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> – découverte du secteur – présentation de la profession – organisation du métier – principales sources de la réglementation – durée du travail, règlement intérieur, contrat de travail 	2 h 00
Module 2	<p>Perfectionnement à la conduite :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les caractéristiques techniques du véhicule et le fonctionnement des organes de sécurité – le perfectionnement à une conduite sûre et économique – les principes d'utilisation d'une boîte de vitesses automatisée ou automatique – le chargement, l'arrimage, la manutention des marchandises <p>Spécificités concernant les 2 roues :</p> <ul style="list-style-type: none"> – caractéristiques techniques des 2 roues et le fonctionnement des organes de sécurité – principe de chargement d'un véhicule 2 roues 	2 h 00
Module 3	<p>Sécurité routière :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les accidents du travail en circulation et à l'arrêt – prévention des risques physiques – les comportements à risques – la conduite préventive – les distracteurs – les principes élémentaires du secourisme – les règles de circulation et de signalisation routières – les risques de la route, les facteurs aggravant liés aux 2 roues – la circulation dans les tunnels – le franchissement des passages à niveau – principes de base de la rédaction du constat amiable 	6 h 00
Module 4	<p>Organisation des déplacements :</p> <ul style="list-style-type: none"> – calcul d'itinéraires – gestion du stress en conduite – gestion des conflits – les comportements contribuant à la valorisation de l'image de marque d'une entreprise et au développement de la qualité de service – nouvelles technologies – règles d'utilisation des moyens de communication 	3 h 00
	Test final d'évaluation des compétences acquises, corrections et synthèse du stage	1 h 00
	Durée totale du stage	14 h 00

Contenu du module 1

Accueil et présentation de la formation

Découverte du secteur :

- le transport et l'économie ;
- les différents modes de transport ;
- le juste à temps.

Présentation de la profession :

- connaître les règles de la CCNTR ;
- l'organisation de la profession ;
- les pouvoirs publics ;
- les organismes administratifs, consultatifs ;
- spécificités coursier ;
- la professionnalisation de la course ;
- la course trajet ;
- les activités de coursier urbain ;
- maîtrise de la sécurité, de la sûreté et de la qualité.

Organisation du métier – la course :

- service de prise d'ordre ;
- le régulateur ;
- le SAV ;
- prise en compte du véhicule ;
- organisation du trajet (course trajet) ;
- remise des plis, colis ;
- relation client ;
- retour et fin de mission ou fin de service.

Principales sources de la réglementation :

- code du travail ;
- code de la sécurité sociale ;
- convention collective nationale des transports routiers et activités auxiliaires ;
- CCNT annexe I ;
- Accords d'entreprises ;
- Pôle emploi ;
- régime complémentaire de retraite et de prévoyance.

Durée du travail, règlement intérieur, contrat de travail :

- dispositions générales et contrôle ;
- dispositions particulières aux transports routiers ;
- articles R. 3311-1 et suivants du code des transports ;
- article 26 CCNA1 – personnels coursiers.

Contenu du module 2

Caractéristiques techniques du véhicule et le fonctionnement des organes de sécurité.

Vérifications avant départ :

- prise en compte du véhicule ;
- vérifications intérieures et extérieures ;
- la maintenance du véhicule.

Éco-conduite :

- conduite sûre et économique ;
- utilisation de la boîte de vitesses (automatique ou manuelle) ;
- lecture et interprétation de la signalisation ;
- respect du code de la route ;
- anticipation ;
- recherche du meilleur compromis vitesse et rapport de boîte ;
- utilisation de l'inertie du véhicule ;
- l'incidence de la pression des pneumatiques sur la consommation ;
- notions de sous-gonflage, sur-gonflage ;
- possibilités offertes par l'informatique embarquée ;
- ordinateur de bord (consommation moyenne, totale, instantanée).

Chargement, arrimage et manutention des marchandises :

- calculs de la charge utile ;
- définition du poids à vide d'un véhicule ;
- définition du poids total autorisé en charge ;
- définition du poids total roulant autorisé ;
- calcul de la MMA ;
- détermination de la charge utile ;
- répartition du chargement ;
- techniques de calage et d'arrimage ;
- utilisation des sangles.

Spécificités concernant les 2 roues :

- caractéristiques techniques des 2 roues et le fonctionnement des organes de sécurité ;
- vérifications avant départ ;
- éclairage ;
- les systèmes de freinage ;
- régler les suspensions ;
- contrôle des pneumatiques ;
- principe de chargement d'un véhicule 2 roues (masse maxi) ;
- équipements obligatoires du conducteur.

Contenu du module 3

Accidents du travail en circulation et à l'arrêt :

- généralités sur les accidents du travail ;
- prévention des accidents du travail en circulation.

Prévention des risques physiques :

- gestes et postures (prendre un colis, monter et descendre d'un véhicule) ;
- équipements spécifiques pour les 2 roues ;

Comportements à risques :

- alcool, médicaments, tabac, stupéfiants ;
- effets sur la conduite, les risques et addictions ;
- l'hypovigilance ;
- les dangers du téléphone.

Les distracteurs.

Conduite préventive :

- l'anticipation ;
- spécificités des différents usagers ;
- maîtrise des distances de sécurité ;
- zones de danger ;
- les angles morts.

Notions de secourisme :

- protéger – Alerter – Secourir.

Règles de circulation et de signalisation routières :

- signalisation ;
- vitesse des véhicules ;
- particularités des carrefours à sens giratoire et des ronds-points ;
- les dépassements ;
- le stationnement, les arrêts ;
- contrôles et sanctions ;
- fonctionnement du permis à points (perte de points et les différentes modalités pour récupérer les points perdus).

Risques de la route :

- énergie cinétique ;
- force centrifuge ;
- les facteurs aggravants liés aux 2 roues ;
- circulation inter-files, surface d'adhérence des pneus, effets gyroscopiques, stabilité, force centrifuge, technique de freinage, guidonnage.

Circulation dans les tunnels : règles de conduite à l'approche et dans les tunnels, spécificités des grands ouvrages.

Franchissement des passages à niveau.

Principes de base de la rédaction du constat amiable :

- dans quels cas l'utiliser ;
- rubriques à renseigner, le recto et le verso ;
- moyens à utiliser pour le renseigner ;
- prise de renseignements sur les différents documents et transcription sur le constat ;
- barème de responsabilité des assureurs (incidence des croix cochées ou non cochées).

Contenus du module 4

Calcul d'itinéraires :

- préparation d'un itinéraire, lecture de cartes et de plans ;
- le GPS.

Gestion du stress en conduite :

- facteurs de stress.

Gestion des conflits :

- signes de mécontentement ;
- l'agressivité ;
- les attitudes positives.

Comportements contribuant à la valorisation de l'image de marque d'une entreprise et au développement de la qualité de service :

- les 3 fonctions du coursier : commerciale, économique et technique ;
- qualité de la prestation du conducteur ;
- importance pour l'entreprise ;
- différents interlocuteurs du conducteur au sein de l'entreprise ;
- aspects relationnels.

Règles d'utilisation des moyens de communication :

- protocole de communication en vigueur dans l'entreprise ;
- règles de contact avec le client/employeur (nature et fréquence) ;
- technologies d'information et de communication (NTIC) ;
- règles de sécurité pour l'utilisation du téléphone.

ANNEXE II

MODÈLE D'ATTESTATION DE FORMATION COURSIER (ÉQUIVALENCE PROFESSIONNELLE)

Je soussigné(e), Mme/M. (...) représentant(e) légal(e) de l'entreprise (...) N° SIRET (...) atteste
que (Nom, Prénom, date de naissance, adresse du salarié) (...)
(...)
exerce à titre professionnel une activité de coursier depuis (...)
Fait à (...), le (...)

Signature et cachet de l'entreprise

Brochure n° 3085

Convention collective nationale
IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT

ADHÉSION PAR LETTRE DU 11 JUILLET 2018
DE FO UNCP À L'AVENANT N° 110 DU 12 JUIN 2018
RELATIF À LA FORMATION DES PERSONNELS COURSIERS (ANNEXE I)

NOR : ASET1851044M
IDCC : 16

FO-UNCP

Paris, le 11 juillet 2018.

Mesdames, Messieurs,

Par la présente, nous vous informons que la fédération des transports et de la logistique, FO/UNCP, adhère :

à l'avenant n° 110 du 12 juin 2018, relatif à la formation des personnels coursiers, de la convention nationale des transports routiers et des activités auxiliaires, annexe 1, dispositions particulières aux ouvriers.

Recevez, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Le secrétaire fédéral chargé des coursiers.

Brochure n° 3029

Convention collective nationale

**IDCC : 493. – VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS, SIROPS,
SPIRITUEUX ET LIQUEURS DE FRANCE**

AVENANT N° 2 DU 5 JUILLET 2018

À L'ACCORD RELATIF AU RÉGIME COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1851038M

IDCC : 493

Entre :

CNVS,

D'une part, et

FGTA FO ;

FGA CFDT ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche des industries et des commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits et boissons diverses ont conclu le 1^{er} avril 2015 un accord relatif au régime de remboursement des frais de santé au profit de l'ensemble des salariés cadres et non cadres des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France du 13 février 1969.

Les parties au présent accord ont entendu actualiser l'accord du 1^{er} avril 2015 en apportant les modifications nécessaires à sa mise en conformité avec l'évolution des dispositions légales et réglementaires et à sa bonne compréhension.

Ils ont par conséquent convenu d'apporter les modifications suivantes à l'article 2.

Article 1^{er}

Modification de l'article 2 « Degré élevé de solidarité »

L'article 2 est modifié ainsi :

« Article 2

Degré élevé de solidarité

Article 2.1

Garanties présentant un degré élevé de solidarité

L'accord du 1^{er} avril 2015 a pour objet de mettre en place un régime conventionnel complémentaire relatif au remboursement des frais de santé au niveau de la branche.

La négociation a été menée avec la volonté d'instaurer un régime obligatoire, collectif, responsable et solidaire.

À ce titre, des garanties présentant un degré élevé de solidarité sont mises en place au bénéfice des salariés des entreprises relevant de la branche des industries et des commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits et boissons diverses.

Conformément aux dispositions de l'article R. 912-1 du code de la sécurité sociale, il est convenu que 2 % des cotisations annuelles acquittées au titre du régime de complémentaire frais de santé sont affectés au financement du degré élevé de solidarité.

Cette part de financement est versée par chaque entreprise à l'organisme assureur qui assure sa couverture au titre du régime de complémentaire frais de santé. En contrepartie, et conformément aux orientations arrêtées par les partenaires sociaux de la branche, le contrat d'assurance de l'entreprise prévoit la mise en œuvre :

- d'actions de prévention concernant les risques professionnels ou d'autres objectifs de la politique de santé, relatifs notamment à la sensibilisation aux addictions ;
- de prestations d'action sociale, soit à titre individuel (attribution d'aides et de secours individuels aux salariés et leurs ayants droit, lorsque la situation matérielle des intéressés le justifie), soit à titre collectif (attribution d'aides aux salariés ou leurs ayants droit leur permettant de faire face à des situations telles que la perte d'autonomie, le handicap, ou encore le bénéfice d'un soutien aux aidants familiaux).

Article 2.2

Gestion du fonds d'action sociale de la branche

Pour les entreprises ayant fait le choix de rejoindre l'un des 2 organismes assureurs corecommandés visés à l'article 3.1 de l'accord du 1^{er} avril 2015, il est institué un fonds d'action sociale financé et géré de façon mutualisée par les organismes co-recommandés.

Exclusivement dédié aux entreprises et aux salariés de la branche ayant adhéré auprès de l'un des 2 organismes d'assurance corecommandés, ce fonds d'action sociale est commun au régime de complémentaire frais de santé et au régime de prévoyance de la branche des industries et des commerces en gros des vins, cidres, spiritueux, sirops, jus de fruits et boissons diverses, institués par accords de branche du 1^{er} avril 2015.

Les domaines d'intervention et actions menées dans le cadre de ce fonds d'action sociale, ainsi que les modalités de sa mise en œuvre, font l'objet d'un règlement spécifique. »

Article 2

Durée. – Entrée en vigueur. – Effets

En application des dispositions de l'article L. 2253-1 du code du travail, les parties signataires rappellent que les accords d'entreprise ne peuvent comporter de clauses dérogeant à celles du présent avenant, sauf si lesdits accords assurent des garanties au moins équivalentes.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il sera applicable à partir du 1^{er} juillet 2018 pour les employeurs membres ou adhérents des organisations signataires et au plus tard le 1^{er} jour du mois civil suivant celui au cours duquel l'arrêté portant extension de ses dispositions aura été publié au *Journal officiel*.

Il pourra faire l'objet d'une révision de tout ou partie de son contenu dans les formes et délais prévus par les stipulations conventionnelles en vigueur et dans le respect des dispositions des articles L. 2222-5, L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail, il pourra être dénoncé à tout moment à charge pour ses parties de respecter un préavis dont la durée est conventionnellement fixée à 3 mois. La dénonciation ne peut que concerner la totalité de l'accord et de ses avenants ultérieurs. Elle peut émaner de tout ou partie des signataires ou parties ayant adhéré à l'accord.

Il s'incorpore à l'accord national du 1^{er} avril 2015 qu'il modifie.

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de 50 salariés et de 50 salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme, dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 3

Dépôt, extension et publicité

Le présent avenant est notifié et déposé dans les conditions prévues par le code du travail aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2. Le présent avenant est déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier et une version sur support électronique et remis au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension auprès du ministre chargé du travail.

En application de l'article L. 2231-5.1 du code du travail, le présent accord fera l'objet d'une publication sur la base de données nationale en ligne des accords collectifs.

En vertu de l'article R. 2231-1.1 du même code, les signataires pourront demander l'anonymisation des noms des signataires lors du dépôt du présent accord par la partie effectuant le dépôt ou par les autres signataires dans le mois suivant.

Fait à Paris, le 5 juillet 2018.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou
165180430-001118
Direction de l'information légale et administrative
ISSN en cours
